

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 490, 1,50 F
JEUDI 25 MARS 1971



*Les paysans
ne se laissent plus
faire*

Au sommaire

Lycéens

En apparence, le mouvement qui se développe dans les lycées, à Paris et en province, pourrait être considéré comme « apolitique ». Bien souvent, le démarrage d'une grève se fait sur les conditions de vie de l'établissement (cantines, dortoirs, etc.). Comment se fait-il alors qu'à l'inquiétude exprimée du Président de la République corresponde une certaine angoisse du Parti communiste qui sent qu'il n'a aucune prise sur les luttes en cours. Comme l'explique Gérard Féran, en page 10, cette situation est due au fait que, tout comme les ouvriers dont la première revendication est d'ordre salarial, les lycéens sont en train de découvrir que ce qu'ils mettent en cause par leur mouvement, c'est l'organisation capitaliste de la société.

Viticulteurs

Il n'est pas certain que les manifestants pay-sans à Bruxelles se soient faits bien comprendre de la population belge. Il n'est pas certain non plus que les travailleurs qui auront la chance de prendre quelques jours de repos dans le midi de la France à Pâques apprécieront énormément les barrages sur les routes que préparent les viticulteurs. C'est pourquoi Lucien Saintonge est allé leur demander les raisons de leur mouvement (page 6).

Cheminots

Réforme des structures et nationalisations, échec des syndicats face à la réforme, contrôle ouvrier et politique syndicale des contrats, hiérarchie, tels sont quelques-uns des thèmes que les cheminots parisiens proposent à leurs camarades pour la Rencontre nationale qui aura lieu fin avril ou début mai (page 13).

Photos dans ce numéro : Collombert (p. 14) A.F.P. (p. 4-5-6-7-11-13-16-17). La rédaction réserve ses droits sur les autres clichés.

TRIBUNE CULTURELLE

Redécouverte du Berliner

Dominique Nores

La découverte du Berliner Ensemble a marqué en France les années 1954 à 1960.

A ce moment, ce qui paraissait extrêmement important dans l'exemple allemand, c'était le phénomène de la troupe, instrument théâtral capable de porter au jour une démarche cohérente poursuivie d'œuvre en œuvre.

On savait comment Brecht, rentrant des U.S.A. et s'installant dans Berlin en ruines, avait d'abord voulu s'assurer cet extraordinaire moyen de travail, si extraordinaire que, 15 ans après la mort de son fondateur, ne jouant pratiquement que ses œuvres, la troupe continue de pousser à un rare point de perfection l'effort de réflexion politique par le moyen du théâtre pour quoi elle a été constituée. Aujourd'hui où trois théâtres de la banlieue parisienne (1) (Aubervilliers, Saint-Denis, Nanterre) prennent sur eux de faire revenir le Berliner Ensemble, on pouvait penser que la leçon brechtienne avait déjà été donnée et reçue et que ce n'est pas sur le plan de la forme que leur initiative intéresserait le plus.

Au contraire, soit que beaucoup de spectateurs, trop jeunes ou trop éloignés de Paris aient ignoré les représentations d'il y a dix ans, soit que le travail de la troupe ait pu paraître d'autant plus précieux qu'il a gardé sa totale absence de monotonie et son invention renaissante, il semble que ce soit l'économie des spectacles, et le jeu, qui ait d'abord suscité l'enthousiasme.

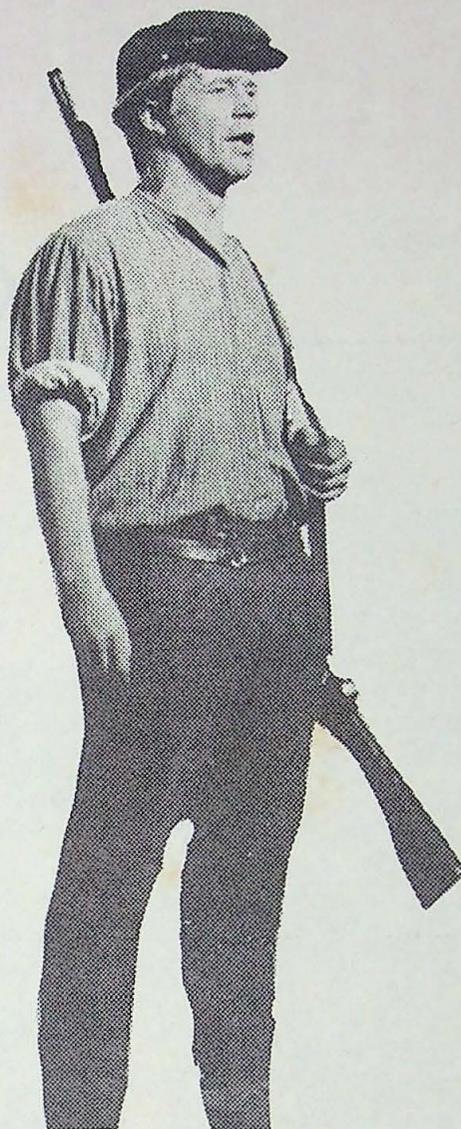
Forme inséparable du sens, il va sans dire.

Beaucoup devant *La Mère* ont été frappés par le fait que l'acteur brechtien se tient toujours dans une sorte de sous-dramatisation par rapport à son texte, en indiquant toutes les pulsions avec une richesse, une variété qui n'exclut pas l'émotion, mais l'empêche de noyer le sens. Cela est vrai dans les rôles joués, cela est vrai dans l'interprétation des « songs » qui favorisent le passage de la réception de la situation montrée à la réflexion et qui sont donnés dans une absolue perfection technique, mais sans cet éclat que les exécutants pourraient tirer d'un riche langage musical.

On retrouve la même volonté de sobriété dans les décors simplement indiqués sous la lumière blanche, dans les costumes gris ou de ton assourdi. Mais, par là même, les éléments de décor et les objets qui, sans cesser d'être

usuels, ont une fonction précise dans l'action, se détachent, totalement signifiants. C'est le cas des rideaux blancs fraîchement repassés de la maison de la mère qui, lorsqu'ils sont arrachés, montrent le pouvoir discrétionnaire de la police dans la vie quotidienne ; le cas du quartier de bœuf sur lequel le boucher qui nourrit les briseurs de grève extériorise, en s'acharnant à coups de couteau, son sentiment de culpabilité. C'est le cas des ustensiles de cuivre apportés par les femmes des soldats en guerre pour être transformés en cartouches et qui permettent à la Mère une dénonciation de la guerre utile aux intérêts capitalistes.

En effet, moins que jamais ici, dans ces communes suburbaines, les formes de jeu ne peuvent être séparées de ce que Brecht appelait « les nécessités de notre combat ». Entre les trois pièces jouées *La Mère*, *Le Commerce de pain* et *Les Jours de la Commune*, il y a une parenté d'intention évidente. Dans chacune sont mis au jour des rapports sociaux simples, rapports d'exploités à exploitants, que le public est convié à regarder à neuf.



Dans *Les Jours de la Commune*, le social, c'est-à-dire le pouvoir oppressif de l'argent double constamment le politique. La faute des communards, c'est selon Brecht, de n'avoir pas sur se défaire de leurs sentiments généreux pour défendre le mouvement qu'ils avaient fait naître, mais avant tout, c'est d'avoir laissé fuir l'argent de la Banque de France, c'est-à-dire payé sans le vouloir, les armes qui écraseraient la révolution.

On ne saurait trop louer l'effort d'organisation des trois théâtres qui, prenant en charge ces représentations jouées en langue allemande, ont tout fait pour faciliter la compréhension. Grâce à eux, ce ne sont pas seulement de très grands spectacles que nous avons vus, mais des spectacles dont la mise en garde contre les forces insidieuses du capitalisme, parce qu'elle retentit là dans son vrai cadre, prend une extrême importance. □

(1) Les Jours de la Commune, théâtre Philippe (tél. : 243-00-59 et 243-18-92 à Saint-Denis). *La Mère*, théâtre des Aman-diers (tél. : 204-18-81, à Nanterre). *Le Commerce de pain*, théâtre de la Commune (tél. : 352-63-95 et 352-64-83, à Aubervilliers).

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction
Henri Beley, André Bielany,
Gilbert Chantaire, Françoise
Claire, Michèle Descolonges,
Gérard Féran, Jacques Ferlus,
Christian Guerche, Gilbert
Hercet, Christian Leucate,
Alain Moutot, Dominique Nores,
Jean-Yves Romo, Lucien
Saintonge, Eliane Schweitzer,
Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61 rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 30.000 exemplaires

PANTHÉON

Une tragédie américaine

V.O.

Un film de Josef von Sternberg

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Le couvercle de la marmite

Jean-Marie Vincent

C'est fait. Après la deuxième tour des élections municipales, les journalistes parlent de nouveau avec délices de la bi-polarisation de la vie politique française. Ils voient déjà dans les élections législatives de 1973 une répétition des élections de 1967, un match entre deux coalitions dominées l'une par l'U.D.R., l'autre par « la grande force tranquille » qu'est le P.C.F. On reviendrait ainsi à une situation selon leurs vœux, où tout est simple, où l'on peut réduire les combats politiques à de petits déplacements de voix, où l'on peut doctement évaluer les chances des uns et des autres.

Pourtant les choses ne sont pas si simples quand on les regarde de plus près. Certes, la majorité a réussi à absorber une partie importante des centristes, mais c'est au prix de la rigueur politique. En réalité elle n'exprime pas une orientation vraiment cohérente, et mis à part le dénominateur commun du conservatisme, on peut trouver dans son sein les courants les plus divers, de la réaction fascisante aux paladins de la participation comme Edgar Faure. Face à cette diversité, la direction de l'U.D.R. apparaît d'autant moins capable d'imposer un arbitrage qu'elle reflète très directement les incertitudes du pouvoir. Pompidou appelle à la défense de « l'ordre républicain », mais sait très bien qu'il ne peut pas faire donner Marcellin n'importe comment. Giscard cherche à favoriser le plus possible le grand capital, mais le gouvernement ne peut pas heurter de front les classes moyennes. Le grand parti conservateur, que beaucoup appelaient de leurs vœux, se présente ainsi comme un grand corps mal vertébré et par conséquent fragile. Parcourue de mouvements divers, mais hors d'état de pratiquer un véritable débat politique, la majorité ne

fait qu'esquiver les problèmes les plus brûlants pour la bourgeoisie. Pour être différente, la situation de la gauche n'est pas beaucoup plus satisfaisante. Sans doute le Parti communiste peut-il se targuer du succès immédiat de sa politique d'union démocratique. Mais ce succès a été acheté au prix d'un glissement encore plus prononcé vers la droite. Dans de très nombreux endroits la pâle plate-forme des listes « d'union démocratique » se distinguait à peine des banalités gestionnaires que pouvaient avancer certains centristes. Si l'on ajoute à cela le caractère scandaleux de certains marchandages et désistements du P.C.F., pour Bazerque à Toulouse, pour Laurent à Lille, pour un socialiste complice de l'U.D.R. à Villepreux et pour quelques centristes, on aura l'image d'un parti qui essaye de couvrir l'espace politique de la gauche au centre-gauche au détriment de la lutte de classes. On comprend que le pauvre Savary préoccupé par son Bazerque ou son Laurent, n'ait pu jouer que les seconds violons mal accordés dans ce concerto pour démocrates sincères et républicains de progrès. Par contre, Georges Marchais et ses amis se montrent beaucoup moins ouverts lorsqu'il s'agit de la gauche révolutionnaire. Pour le second tour des élections à Paris ils se sont donnés le ridicule de négocier avec le P.S.U. et Lutte ouvrière pour, finalement, refuser toute mention de Lutte ouvrière dans un quelconque appel commun. Les militants de L. O. sont évidemment impurs alors que les Bazerque sont des purs.

Mais pour le P.C.F. comme pour l'U.D.R. vaut le vieil adage : qui trop embrasse, mal étire. La gauche que le P.C.F. cherche à rassembler est tout à fait incapable d'assumer les pro-

blèmes que se posent aujourd'hui les masses populaires. Pour une large part elle vit dans la crainte de grands mouvements sociaux qui viendraient mettre en péril ses efforts laborieux pour reconstruire une force électorale à vocation majoritaire en gommant les divergences et les difficultés. Cette gauche qu'a-t-elle à dire aux paysans en voie de prolétarianisation, qu'a-t-elle à proposer aux lycéens, aux ouvriers frappés par la réorganisation capitaliste de l'industrie ? Sans doute le P.C.F. peut-il procéder à des interventions dans ces différents milieux, mais comme l'on montré les dernières luttes ouvrières (Batignolles), lycéennes et paysannes, il s'agit très souvent à contretemps et en porte-à-faux et ce n'est pas de ses partenaires privilégiés qu'il peut attendre une aide efficace. Il n'est donc pas à l'abri de surprises désagréables.

Aussi si l'on peut effectivement parler de bi-polarisation au niveau des structures politiques traditionnelles, il faut bien voir que cette « simplification » est dans une très large mesure due à des réactions défensives. Apeurées devant le bouillonnement des couches opprimées et exploitées, les forces dirigeantes de la bourgeoisie et les forces dominantes mais sclérosées du mouvement ouvrier tentent (chacun pour sa part) de fermer la marmite et de contrôler les forces centrifuges dans un effort vain pour geler la situation, pour retourner aux conditions d'avant mai-juin 1968.

Les succès, encore limités, remportés par le P.S.U. et d'autres révolutionnaires à ces mêmes élections municipales, montrent toutefois que même la voie des promesses électoralistes n'est plus si sûre. Une fraction croissante des électeurs exprime maintenant qu'elle ne veut pas être dupe de l'unité sans principe. Sans doute cette manifestation aurait-elle été plus éclatante si nous avions su organiser dans plus de localités la présentation de candidatures révolutionnaires et si nous avions su plus fréquemment forcer le P.C.F. à rejeter les perspectives gestionnaires. Quoi qu'il en soit, il est maintenant clair qu'une combinaison de luttes de masse extra-parlementaires et d'actions électorales liées à ces dernières peut porter des coups sérieux à l'équilibre du système qu'on nous impose. La bataille sera encore très longue, mais les chances de succès ne sont plus négligeables. □

PROGRAMME

D'ACTION

DU

PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

janvier 1971

Les textes votés au Conseil National des 22, 23 et 24 janvier 1971, sont réunis dans cette brochure de 64 pages.

Adressez vos commandes, accompagnées du règlement, à :

TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
PARIS (15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris

Prix de vente : 1,50 F l'unité.

Aux sections et fédérations, par dix exemplaires : 13,00 F.

Un coup pour rien ?

Jacques Gallus

La bataille des municipales est terminée. Elle aura beaucoup passionné les notables de tout poil qui, élus ou pas, vont s'en retourner à leur médiocrité quotidienne. Rien n'aura changé. Aucune aspiration populaire n'aura été prise en compte. Une fois encore, la démocratie libérale aura fonctionné pour la galerie. Ce faisant, elle aura joué le rôle idéologique que lui assigne la classe dominante : donner à croire que le pouvoir se trouve là où il n'est pas — dans les mairies — pour que soit oublié son centre réel — les lieux de production.

Est-ce à dire que le courant révolutionnaire a perdu son temps là où il a pris part aux élections ? Certainement pas ; et pour plusieurs raisons.

La première est qu'il lui faut saisir toutes les occasions que la bourgeoisie lui donne pour prendre la parole. Certes, cette prise de parole dans le cadre des institutions en place comporte le risque d'une récupération. Mais précisément, le mérite des candidats du P.S.U. est de n'avoir jamais fait de concessions électoralistes. Les alliances conclues avec d'autres formations de gauche et d'extrême gauche l'ont été sur des bases sans équivoques réformistes.

La seconde raison est qu'une formation politique ne doit pas être un ghetto. Quand l'ambition de militants est centrée sur la prise du boulevard Saint-Michel, ils réussissent simplement à convaincre les riverains de leur brillant avenir de figurants dans les films de John Ford. Au contraire, toute l'histoire de notre pays est là pour montrer qu'un courant révolutionnaire n'est profond que s'il se développe en même temps en province et à Paris. Tout mouvement de ce genre qui reste confiné à Paris est voué à n'être qu'un épiphénomène, une convulsion sans suite.

Victoire populaire

La troisième raison, liée à la seconde, est que le courant révolutionnaire a gagné. Il n'a pas seulement gagné des voix anonymes. Il a recueilli l'espoir de nombreux habitants de quartiers populaires. Rien n'est plus prometteur que nos résultats à Aubervilliers, Saint-Denis, La Roche-sur-Yon, Rennes, Bron, ou dans les quartiers populaires de Paris et de Lyon. Et bien d'autres exemples pourraient être cités. Ce qu'il importe de retenir, c'est que là où nos camarades ont proposé aux travailleurs un pro-

gramme de lutte claire et concrète contre tous les méfaits du capitalisme et ont commencé à l'appliquer, ils ont remporté un succès.

Tel est ainsi le cadre général qui se dégage de ce scrutin. Mais le second tour mérite quelques considérations spécifiques.

La majorité, dans la plupart des régions, a échoué à atteindre ses objectifs. Comme nous l'avons écrit après le premier tour, seul le Sud-Ouest lui donne satisfaction, en particulier avec Toulouse et Narbonne conquises sur de vieux notables socialistes. En revanche, elle stagne partout ailleurs ou même recule comme dans l'Est au profit de l'opposition centriste (en particulier à Metz), ou comme dans l'Ouest au profit de l'extrême gauche nouvelle (Prat à Morlaix, etc.).

A Paris, l'échec du premier tour s'est confirmé pour l'U.D.R., à l'inverse de ce que prétend, contre toute évidence, une grande partie des commentateurs. Nous avons démontré la semaine dernière que les seuls déplacements de voix entre 1965 et 1971 ont été un report — significatif — de suffrages de l'extrême droite sur les listes de la majorité. Aujourd'hui, le décompte des sièges obtenus concrétise cette analyse : l'U.D.R. passe de 37 à 31 (sur 90 sièges pourvus au total) et le seul secteur conquis par la majorité sur la gauche est celui formé par les quatre premiers arrondissements où une bataille triangulaire avait permis un succès heureux de la gauche en 1965. Quand on compare cette réalité aux objectifs de la luxueuse brochure électorale « Paris-Majorité » qui étaient « d'éliminer toute opposition dans la capitale » (ce qui, soit dit en passant, est une curieuse devise pour un parti « démocratique »), on est très loin du compte.

Commis voyageur

Le P.C. a réussi des conquêtes importantes : Amiens, Saint-Dizier, Arles, Savigny-sur-Orge, Rosny-sous-Bois qui s'ajoutent à Calais, acquise au premier tour. Sur ce point, le bilan est pour lui positif. Il l'est moins au vu des pourcentages de voix qui stagnent presque partout. Mais ce qui est le plus intéressant, en ce qui concerne le P.C., est d'analyser comment ses consignes de désistement ont été suivies. Là où au second tour un socialiste sérieux affrontait le pouvoir, la discipline des électeurs communistes a été rigoureuse,



comme par le passé. Par contre, dans les cas douteux, Lille ou Narbonne par exemple, voire scandaleux, (Toulouse), il y a eu de larges pertes en ligne. En particulier, près d'un quart de l'électorat P.C. de Toulouse n'a pas voulu voter Bazerque, sachant le déshonneur qu'il a fait porter au nom du socialisme. Dans ces conditions, lorsque G. Marchais déclare à Europe 1 qu'à Toulouse « le P.S.U. s'est fait le commis voyageur du pouvoir », il a la mémoire courte : qui a dit en juin 1969 que Pompidou et Poher, c'est blanc bonnet et bonnet blanc ? Or à qui Marchais fera-t-il croire que Poher est en quoi que ce soit différent de Bazerque, hormis sa plus grande austérité ? Pas même à tous les militants locaux de son parti, malgré une alouette de démocratie et un cheval de centralisme.

Non, quand on se veut un parti populaire révolutionnaire, on ne compose pas avec un Bazerque ou un Augustin Laurent qui, à une question posée sur les antennes de la radio répond : « Il n'y a pas de raisons que je collabore avec les communistes après les élections puisqu'il s'agissait d'une simple tactique électorale. » La révolution socialiste n'est pas une tactique électorale.

Ennui

Michel Rocard a expliqué dans le précédent numéro de « T.S. » pourquoi le courant dont fait partie le P.S.U. a lieu d'être satisfait de ces élections. Après ce second tour, il faut souligner la belle victoire de notre camarade Prat à Morlaix, dans des conditions difficiles, de même que nos bons résultats d'ensemble en Bretagne ; et plus particulièrement en Loire-Atlantique, et aussi la réélection de Dubedout à la tête d'une nouvelle équipe à Grenoble, malgré les affiches alarmistes de l'U.D.R. : « Pas de P.S.U. à la mairie ». « P.S.U. égale anarchie. »

Mais en définitive, au-delà des réélections ou des changements de titulaires, finalement peu nombreux, c'est l'ennui qui se dégage massivement de ces deux dimanches. Pas beaucoup de votants, pas de lame de fond politique, simplement le remplacement du gaulisme par un magma qui rappelle, en plus réactionnaire, le parti radical de la belle époque. Le Sud-Ouest ne s'y est pas trompé d'ailleurs.

Rien au total que la lassitude devant l'horizon bouché du capitalisme et l'inanité de sa « démocratie locale ».

Mort pour un verre

Jean-Yves Romo

Jean-Pierre Huet, dix-sept ans, a été assassiné, il y a deux semaines, par le patron du café « le Narval » à La Courneuve. Dans la cité des « 4 000 logements », cette mort laissera des traces. Inscrit sur les murs, le slogan « Mort pour un verre ? » en témoigne. La presse parlée et écrite a beaucoup parlé du drame. Jean-Pierre, éméché, demande un verre, le patron refuse, Jean-Pierre casse le verre, le patron sort sa carabine et tire deux fois.

Où est la violence ?

La cité des 4 000 logements, vingt mille locataires, beaucoup de « rapatriés », c'est du béton, des « espaces verts » rongés, posés là pour le décor. Et rien d'autre ! Un cadre déprimant, agressif. Une « cité sans âme » a dit la presse. Demandez au Conseil d'administration de la cité, il vous dira que si : l'âme, c'est la tour de 27 étages avec, à ses pieds, le centre commercial.

Lundi 15, la ville avait une âme. Des milliers de jeunes venus de toutes les banlieues semblables à La Courneuve suivaient l'enterrement de Jean-Pierre. De la colère à perdre. Une solidarité à manifester. Colère contre l'assassin et la justice qui ne l'inculpe que d'homicide involontaire, colère contre une ville qui réduit les jeunes à déambuler dans les cafés et de bureau d'embauche en bureau d'embauche. Solidarité pour les jeunes de La Courneuve qui voulaient « marquer le coup » et ne pas oublier qu'un des leurs a été tué car il était jeune.

Cette solidarité, les flics la voyaient d'un sale œil. Ils ont protégé le café de l'assassin et chargé les jeunes. A la gare du Nord, les flics « embarquaient » tous ceux qui revenaient en train de l'enterrement. Tous ceux qui, à La Courneuve, défilaient par solidarité, ont été confirmés dans leur conviction qu'ils sont d'abord des « têtes à matraque ».

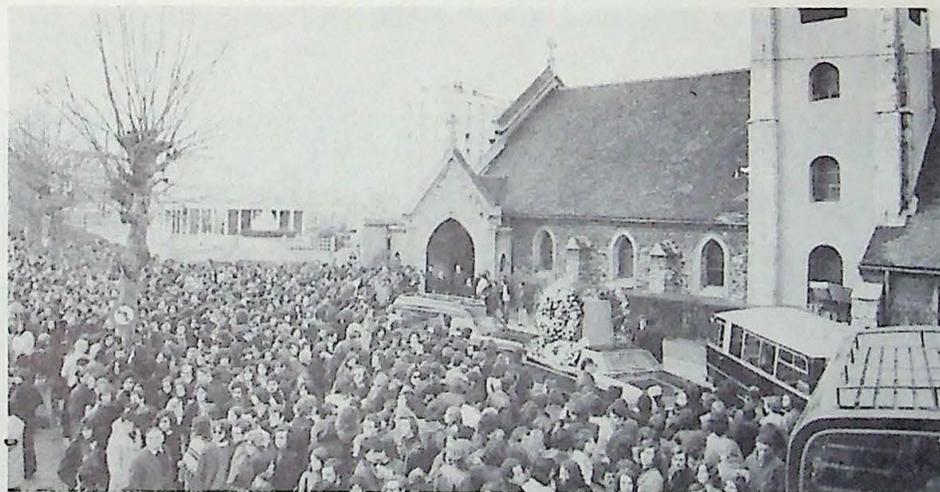
Cité concentrationnaire

La cité, bâtiment, voirie, etc., est un ensemble qui appartient intégralement à l'Office d'H.L.M. de la Ville de Paris. Le Conseil d'administration de l'office est composé en majorité d'U.D.R. Depuis quelques années, ils bradent le patrimoine de l'office au secteur privé. Devenu rouge de l'Etat bourgeois, l'office construit en banlieue pour « reloger » les ouvriers expulsés des 13^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e arrondissements de Paris (sous prétexte de rénovation). La brochure de l'office présentait l'ensemble de La Courneuve comme devant être doté d'équipements sociaux, médicaux, culturels, sportifs. En fait, pour 20 000 locataires, il y a trois cafés et un cinéma. Les garages et la station Shell ont été construits sur les emplacements prévus comme « espaces verts ».

Construit il y a sept ans, le « Centre culturel » n'est qu'une grosse salle qui n'a jamais été aménagée. L'office en était propriétaire. Dans un projet de bail proposé à la municipalité communiste, l'office exigeait trois sièges au Conseil d'administration du Centre (en plus des quatre membres de droit désignés par le préfet contre cinq à la municipalité). De plus, une clause prévoyait l'interdiction de toute réunion « à caractère politique ou religieux ». Le souci politique de contrôle amena la municipalité à refuser ce bail. Elle louait donc la salle que l'office ne voulait pas vendre. Les jeunes allaient donc au café, faute d'une véritable animation. Quarante familles par mois fuient ce cadre de cauchemar !

Pourtant, la municipalité n'a pas mobilisé la population sur ce problème pour exiger un projet de bail conforme à l'intérêt de tous. Avec 70 % des voix au premier tour, le Parti communiste pouvait tout de même mener une véritable lutte contre le pouvoir. Car le véritable adversaire, en réalité, ce ne sont pas l'office et les vingt-sept gardiens (chargés de coller des contraventions aux locataires ou de faire la chasse aux jeunes), c'est le pouvoir. Il n'y a jamais eu de campagne d'explication pour désigner le véritable adversaire.

A la violence organisée du pouvoir s'est opposée une violence spontanée des jeunes, sans perspectives réelles.



L'association des locataires contrôlée par le P.C.F. n'a rien fait pour répondre à ces problèmes. Ce n'est pas la campagne municipale qui a permis de les soulever non plus.

La campagne électorale

Il y avait deux listes en présence : une liste « Union et rénovation » (avec un des gérants, un gardien et un « socialiste ») pour l'U.D.R., et, de l'autre côté, une liste d'Union démocratique. L'U.D.R. utilise la mort de Jean-Pierre Huet pour appeler à la répression contre les jeunes. Elle collecta argent et soutien auprès des commerçants qui, profitant de l'énor-

Nous ne tolérerons pas

Depuis quelque temps, la cité universitaire de Paris est le théâtre d'incidents graves. Les partisans cambodgiens de Lon Nol et du régime fantoche sud-vietnamien essaient de faire régner la terreur chez leurs compatriotes de plus en plus réticents devant leurs menées. On ne compte plus les agressions à main armée (poignards, sabres), les tentatives d'intimidation, les « démonstrations de force », tout cela devant la plus totale indifférence de la direction de la cité.

Jeudi dernier, 18 mars, un nouveau degré dans cette escalade, la violence contre-révolutionnaire, a été atteint. Les partisans de Lon Nol organisaient une réception pour fêter le premier anniversaire du coup d'Etat qui renversa Sihanouk, ils avaient convié leurs compères sud-vietnamiens et des représentants américains à la conférence de Paris. Ils pensaient pouvoir faire la loi et signifier à tous les étudiants que, désormais, l'apologie du crime impérialiste, de la barbarie avait droit de cité.

Bien entendu, les étudiants progressistes ne pouvaient rester sans réagir. Deux cents d'entre eux organisèrent le blocus de la maison du Cambodge en se contentant d'empêcher les « invités » d'y pénétrer. Peu avant 22 heures toutefois, une volée de balles s'abattit sur eux. Un camarade du P.S.U. (responsable étudiant) fut atteint assez sérieusement à la cuisse et dut être immédiatement hospitalisé.

Tout ceci est intolérable. Le gouvernement brandit le moindre manche de pioche qu'il trouve chez les « gauchistes », quand il ne transforme pas en arme par destination un rouleau de machine à écrire, mais il ferme les yeux sur les armes à feu que les nervis fascistes cambodgiens ou vietnamiens exhibent à la cité. Nous ne nous laisserons pas faire.

me accumulation de consommateurs, ne supportaient guère que les jeunes leur contestent cette suprématie dans les fonctions de la cité (consomme et tais-toi !). Le P.C.F., quant à lui, ne situa pas sa campagne à un niveau plus élevé. Il s'enferma dans une polémique avec l'U.D.R. sur la mobilisation du personnel communal C.G.T.

Le défilé des jeunes lors de l'enterrement de Jean-Pierre Huet avait montré qu'il est possible de se battre sur d'autres thèmes. Dans une cité où une haine raciale est savamment entretenue par les pouvoirs en place,

Le 2^e tour à Paris

Dès le lendemain du premier tour, les organisations soutenant les listes d'union démocratique demandèrent une réunion commune à la fédération de Paris du P.S.U. Celle-ci s'y rendit... accompagnée des représentants de Lutte Ouvrière. On put alors assister à ce spectacle étonnant : les délégués du P.C.F., Paul Laurent en tête, dialoguant deux jours durant avec les représentants de Lutte Ouvrière présentés en tant que tels et intervenant en tant que tels ! Malgré trois réunions successives, il ne fut cependant pas possible d'obtenir du P.C.F. l'insertion dans le matériel commun d'un court texte signé du P.S.U. et de Lutte Ouvrière. Une campagne commune était donc impossible.

Jugeant le rapport de forces établi excellent le P.S.U. et Lutte Ouvrière décidèrent alors d'appeler à voter pour les listes d'union démocratique : elles visaient ainsi à créer les conditions les meilleures pour que les explications des révolutionnaires soient bien accueillies dans les entreprises. A cet effet, un tract fut diffusé dès le jeudi sur toutes les entreprises parisiennes : il rappelait très fermement les positions que nous avions prises au premier tour, faisait les travailleurs juges des négociations menées pour le second tour, dénonçait le sectarisme du P.C.F. et appelait clairement malgré les divergences à voter au second tour pour les listes d'union démocratique, pour barrer la route à l'ennemi de classe et pour créer les conditions d'une véritable unité des travailleurs dans les luttes sociales et politiques à venir.

Les résultats sont là : c'est massivement que les voix des listes « Paris aux travailleurs » se sont reportées sur les listes d'union démocratique. Sans ces voix l'U.D.R. et le centre étaient majoritaires partout, les listes d'union démocratique n'emportaient pas un seul secteur. La preuve est ainsi faite, à Paris, que même sur le plan électoral, les réformistes ne sont plus en mesure de négliger dédaigneusement les révolutionnaires s'ils veulent faire un tant soit peu reculer la bourgeoisie. Et surtout les discussions que suscitent dans les entreprises nos tracts et nos prises de parole étaient toutes centrées autour de la même question : « Pourquoi diable le P.C.F. accepte-t-il de discuter avec les gauchistes quand il a besoin de leurs voix aux élections, alors qu'il les traite comme des pestiférés et les dénonce quand il pourrait s'agir de mener des luttes ensemble ?

où il n'est pas possible d'écouter la radio ou la télé sans gêner le voisin, où les jeunes tuent l'ennui et le chômage comme ils peuvent, où les gardiens veillent au bon ordre du système, la violence est quotidienne. Contre cette violence du capitalisme, promouvoir une auto-organisation des locataires pour exiger de l'office ce à quoi le prix de leur loyer leur donne droit, pour dénoncer les carences collectives, les super-profits, voilà le combat à mener.

L'univers sordide organisé à La Courneuve a causé la mort de Jean-Pierre Huet. Ceux qui l'ont tué devront rendre des comptes. □

Le Midi : un pays qu'on tue

Lucien Saintonge

Depuis quelque temps les manifestations de vigneron se multiplient dans le Midi de la France. Leur importance, leur fréquence mériteraient déjà à elles seules des explications. Celles-ci sont d'autant plus nécessaires que les mouvements sont susceptibles de se développer et de prendre des formes qui risquent de surprendre sinon de contrarier les travailleurs (exemple : risques de barrages de routes à Pâques). C'est une raison supplémentaire pour que « T.S. » ait demandé à des camarades de présenter leur mouvement : il importe de dépasser la vision de beaucoup selon laquelle ces mouvements ne seraient que corporatistes voire poujadistes.

« Frères, il faut mourir. » C'est le sauveur européen qui parle, écoutez bonnes gens opiomanes de la nouvelle religion télévisée : « Je suis Vedel. Je suis Mansholt. Il y a trop d'agriculteurs. Suppression de tous ceux qui n'ont pas vingt-cinq hectares. Il y a trop de surface cultivée. Douze millions d'hectares vont être rendus à la nature. Il n'y a pas de liberté d'entreprise. La concurrence va jouer à fond. Le crédit agricole a trop prêté à tort et à travers. Il réservera ses capitaux aux exploitations compétitives.

La femme : « Et nous les petits exploitants ? »

— Vous êtes 800.000 de trop. Allez chercher du travail ailleurs ! »

— Occitania (désespérée) : « Ara, paura, suans fotuts ! »

(Mort et résurrection de M. Occitania.)

Depuis près de vingt ans les manifestations se succèdent en terre languedocienne (région spécialisée jusqu'à présent dans la production de vin de consommation courante), parfois simultanément avec les mouvements d'autres régions (notamment la Bretagne). Elles ont souvent eu pour origine la mévente du vin liée aux excédents engendrés par une bonne récolte (donc une chute des prix), mévente accrue par les importations des pays tiers (Algérie, Italie, Turquie...). Cette fois-ci le cas est un peu différent. Certes la récolte de 1970 se place parmi les meilleures du siècle. Mais le problème posé par les viticulteurs est tout autre : c'est celui de l'avenir de la vigne, de l'agriculture régionale et, finalement, de la survie de toute une région.

Rappelons brièvement les faits

Les premiers mouvements commencent en décembre dernier lorsque la libération du marché, vus les accords du Marché commun (juin 70), a commencé à faire sentir ses effets (entrée en masse des vins italiens). D'où une première série de manifestations lancées par le comité d'action viticole.

En janvier, le mouvement prend de l'ampleur : barrage des routes et des chemins de fer, destruction des lignes téléphoniques...

L'unification de la lutte se fait autour de quatre mots d'ordre :

- Clause de sauvegarde intra-communautaire ;
- Clause de sauvegarde extra-communautaire ;
- Garantie de bonne fin ;

● Révision complète des accords communautaires.

Le 4 février, manifestation à Montpellier de 40.000 viticulteurs en colère.

Le 17 février : à la veille de par-

tir à Bruxelles, le ministre de l'Agriculture fait une déclaration télévisée dont il ressort que les principales revendications des viticulteurs seraient satisfaites (il ne s'agit que de belles paroles qui jusqu'à présent n'ont pas pris corps) et dans laquelle il affirme que tous ceux qui manifesteront ne le feront que pour des motifs politiques.

Le 18 février, 80.000 vigneron lui répondent en manifestant à Béziers. Dans les jours qui suivent, et cela n'a cessé depuis, manifestations et actions diverses se poursuivent.

Les mouvements continuent. Pourquoi ?

Au-delà de la crise conjoncturelle causée par l'abondante production de l'an dernier, ce que remettent en cause les viticulteurs, c'est l'organisation capitaliste de la production agricole dans le cadre du Marché commun.

Quelles sont pour les viticulteurs du Midi les conséquences du Marché commun ?

D'une part, comme c'est le cas pour la très grande majorité des paysans, ils doivent disparaître en tant que petits producteurs : la signification des plans Mansholt-

Vedel est claire pour tout le monde.

D'autre part, en tant que viticulteurs, les accords de Bruxelles n'apportent aucun soutien à l'organisation du marché viticole (contrairement à ce qui se passe pour le blé et la betterave).

Dans le même temps, l'introduction sur le marché des vins étrangers, en particulier du vin italien (produit à un coût inférieur vu les conditions de production plus avantageuses dues à une exploitation supérieure des travailleurs italiens et à l'emploi de sucre) menace d'autant plus leur production qu'il s'agit d'un vin de consommation courante.

Face à cela, les seuls à pouvoir résister sont les viticulteurs capitalistes et les négociants. En raison de l'ouverture des frontières la concentration du négoce s'est en effet effectuée : quatre ou cinq firmes contrôlent aujourd'hui le marché. La force des négociants (comme Margnat qui contrôle presque 15 % du marché) vient en fait de ce qu'ils ne supportent pas les risques de la production (laissés à la charge des vigneron) tout en profitant des bénéfices de la commercialisation tant sur les vins du terroir que sur les vins italiens et algériens.

Les viticulteurs se battent donc à la fois contre les négociants et contre les règlements du Marché commun. Cette bataille apparaît sans issue. Pourquoi ? Parce que même s'ils n'en sont pas clairement conscients, ils remettent en cause l'ensemble de l'organisation capitaliste du Marché commun.

Les manifestations qui ont suivi les promesses de Cointat montrent ainsi que le problème viticole n'était pas le seul en cause, et que la majorité des viticulteurs en était consciente. Il y a eu un élargissement et une radicalisation du mouvement.

Le durcissement et la radicalisation du mouvement

Aux manifestations de masse destinées à obliger les pouvoirs publics à la négociation ont succédé les actions dites de « commando », rassemblant pour un objectif précis quelques centaines de viticulteurs. Dans tous les cas la présence et l'intervention d'imposantes forces de police (plus de 15.000 policiers étaient à Béziers lors de la manifestation du 19 février) exaspèrent la volonté de combat des viticulteurs.

Le changement de type de manifestation, le passage à de multiples actions-surprises a correspondu à une transformation ou plutôt



à un dépassement des objectifs. Il ne s'agit pas tant de revendiquer pour tel ou tel objectif particulier et bien défini que d'opposer une résistance farouche aux conséquences de la politique capitaliste, de menacer ses représentants et de toucher le pouvoir là où c'est le plus sensible. D'où le sens des attaques sur les voies de chemin de fer : les agriculteurs n'ont rien contre la voie ferrée, mais ils savent que la désorganisation du trafic est une des armes à laquelle le gouvernement a été jusqu'à présent très sensible.

Comment peut-on s'expliquer sur cette radicalisation ?

Cette radicalisation s'explique par plusieurs raisons.

La crise actuelle n'est pas nouvelle ; ses symptômes étaient manifestes depuis longtemps déjà et les viticulteurs ont eu l'occasion de se rendre compte que toutes

les solutions proposées n'étaient pas en leur faveur. Les illusions de « redressement », de réformes, ne peuvent plus tromper personne, surtout lorsqu'on a pu avoir connaissance des prévisions du VI^e Plan et de la répartition des productions prévue par le Marché commun. Les pouvoirs ne peuvent plus faire de promesses !

Les viticulteurs sont conscients qu'il ne peut y avoir de solution individuelle :

— Pas d'agrandissement possible vu l'endettement des propriétés,

— la transformation des vignobles en implantant un vin de qualité n'est pas une solution dans le cadre du marché actuel ; les vignerons n'ont rien contre mais ceux qui l'ont essayé subissent tout autant la crise,

— de même la diversification de la production (arrachage de vigne et plantation d'arbres fruitiers par exemple) demande des capitaux importants et subit la concurrence des vergers industriels. D'ailleurs

La révolte de 1907

— En 1907 la crise de surproduction après la réorganisation du vignoble, crée un état insurrectionnel dans le Midi. Cette crise touche le revenu des ouvriers, des commerçants, mais surtout des petits et moyens viticulteurs. Bien que la viticulture capitaliste profite de la crise parce que moins touchée (possibilité de stockage) aucune opposition de classe n'apparaît dans le mouvement : c'est la révolte globale d'une région menacée dans sa ressource unique contre « les fraudeurs » (négoce) et le gouvernement accusé de les protéger.

— La crise se traduit par une série de mouvements dans le Midi dont une manifestation de 500.000 personnes à Béziers, la mutinerie du 17^e de Ligne qui refuse de tirer sur les paysans, la démission des maires, conseillers généraux, la grève de l'impôt...

Cette révolte spontanée sans programme précis s'épuisera par suite des faibles récoltes des années suivantes et du vote d'une loi tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage.

les vignerons qui ont suivi cette voie se voient aujourd'hui proposer des primes d'arrachage de leurs arbres fruitiers pour replanter de la vigne !

La crise viticole se place dans un contexte de crise générale de l'économie régionale. Le mouvement des vignerons se développe au moment où un chômage intense se développe, où les mines ferment, les petites entreprises disparaissent, les petits commerçants sont absorbés par les grandes surfaces. Les experts prévoient une nette diminution de la population régionale dans l'avenir : Béziers doit passer à 40.000 habitants d'ici 1980 ; le bassin houiller doit fermer d'ici 1975...

Cette crise est d'autant plus sensible que l'économie régionale re-

pose presque exclusivement sur la culture de la vigne, que celle-ci, vu la nature du produit, ne donne pas lieu à des industries de transformation, et que les autres ressources de la région (houille, bauxite, sel...) ne sont pas transformées sur place.

Par ces caractères :

— monoculture,

— extraction des matières premières et « exportation » pour transformation ailleurs, cette économie est de type colonial.

C'est donc sur place que les viticulteurs peuvent juger de la réorganisation de l'économie capitaliste, de la « régionalisation » dont la bourgeoisie prétend se faire l'artisan. Dans le même temps ils prennent conscience des effets de la

→

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

SUR LA COMMUNE DE PARIS

- La guerre civile en France, K. MARX 3,85 F
- Histoire de la Commune de 1871, P.O. LISSAGARAY 9,90 F
- La Commune : Histoire et souvenirs,
Louise MICHEL, 2 vol. 11,80 F
- Les 31 séances officielles de la Commune de Paris 15,00 F
- Les Communards, AZAMA et WINOCK 7,50 F
- Paris libre : 1871, J. ROUGERIE 8,00 F

Disques

- A l'assaut du ciel — La Commune de Paris :
Musique de J. KOSMA, texte de Henri BASSIS,
1 disque 33 t. 25,50 F
- La Commune en chantant, MOULOUDJI, A. MESTRAL
Francesca SOLLEVILLE, etc., 2 disques 30 cm 35,00 F

SUR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

- Le Parti Communiste Français, A. BARJONET 16,50 F
- Les communistes français, A. KRIEDEL 8,00 F
- La bolchevisation du P.C.F. (1923-1928), JEDERMAN 8,70 F
- Le P.C.F. et la question coloniale (1920-1965),
J. MONETA 18,10 F
- Les quatre premiers congrès de l'Internationale
communiste 15,00 F
- Moscou sous Lénine (1920-1924), A. ROSMER, 2 vol. 11,80 F
- L'Internationale communiste, D. DESANTI 25,75 F

SUR L'IMPERIALISME

- L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,
LENINE 3,50 F
- L'économie mondiale et l'impérialisme,
N. BOUKHARINE 20,00 F
- Introduction à l'économie mondiale,
R. LUXEMBURG 21,50 F
- Le pillage du tiers monde, P. JALLEE 5,90 F
- L'empire américain, C. JULIEN 25,00 F
- La réponse socialiste au défi américain, E. MANDEL 8,90 F
- L'impérialisme en 1970, P. JALLEE 5,90 F

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande



division internationale du travail. De même que chaque Etat se voit assigner une place dans la production internationale, de même les différentes régions sont affectées à telle ou telle fonction. Ainsi en l'espèce, il apparaît que la région est destinée à deux fonctions bien précises : le tourisme européen et l'implantation de bases militaires (Larzac, Pic Saint-Loup, etc.). La seule activité florissante est la spéculation foncière et immobilière qui expulse les agriculteurs de leur terre et favorise la réorganisation de l'économie régionale autour d'une activité aggravant le malaise de la population locale : non-crédation d'emplois nouveaux, élimination du petit commerce, accroissement du coût de la vie, exil des jeunes et des travailleurs privés d'emploi dans les centres urbains, souvent loin de leur région d'origine.

Enfin on ne saurait sous-estimer l'influence d'un courant radicalisé interne au milieu agricole lui-même. Certes ce mouvement est encore localement assez faible, mais il existe et ses propositions ont un écho qui dépasse largement son importance numérique.

Les prolongements de ces actions

Les propositions politiques traditionnelles n'ont plus de prise : elles ne répondent pas à la situation. Les notables sont en fait dépassés par les événements. Ils sont obligés de se mettre à leur remorque pour ne pas être rejetés. Les vieux partis (Radical et S.F.I.O.), solidement implantés en raison de traditions historiques ne peuvent maintenir leur poids strictement électoral qu'en suivant le mouvement (on ne saurait cependant sous-estimer le discrédit que ces organisations ont contribué à jeter sur la possibilité de perspectives socialistes). Même le P.C., quoique bénéficiant d'une implantation solide et ancienne, voit son impact politique diminuer dans les faits. Témoin le rôle relativement modeste joué par le M.O.D.E.F. depuis quelque temps.

Le mouvement ne pourra progresser qu'en éliminant un certain nombre des ambiguïtés qui pèsent sur lui. Si l'attitude par rapport au vin algérien s'est considérablement modifiée, il n'en reste pas moins que d'une part les clivages entre différentes catégories de paysans aux intérêts divergents ne sont pas apparus — gros et petits se battent ensemble, (même si la clarification commence à s'opérer), que d'autre part les mots d'ordre, en particulier sur les prix et sur le maintien de la propriété privée sont encore pesants.

Il faut également trouver les moyens et les cadres organisationnels propres à donner des prolongements politiques à cette lutte.

Les militants les plus avancés, les plus conscients et les plus combattifs se retrouvent très souvent dans les mouvements régionalistes occitan et catalan. Une

Les viticulteurs au au sein de la paysannerie

Au lendemain de la crise du phylloxera qui ruine à la fin du siècle dernier la quasi-totalité du vignoble français, la culture de la vigne se concentre dans le Bas-Languedoc, donnant à la région son caractère de monoculture. Cette réorganisation du vignoble favorise la formation d'une agriculture capitaliste : aux côtés d'une masse de petits et moyens producteurs coexistent de grandes propriétés capitalistes liées au négoce. Très sensibles aux crises de surproduction, leurs revenus ne reposant que sur une seule production. Les vigneron languedociens ont toujours cherché au travers de leurs mouvements de révolte qui ont agité le Midi à chaque récolte abondante, à conserver leur statut de petit entrepreneur capitaliste (forcer l'Etat à prendre des mesures protectionnistes en leur faveur). Dans le même temps ils faisaient d'abord supporter la crise à leurs propres salariés.

Ce qui est important aujourd'hui c'est que les éléments les plus avancés du mouvement vigneron ne luttent plus pour un statut dépassé de petits producteurs marchands mais remettent en cause le capitalisme en faisant apparaître les intérêts divergents coexistants au sein des viticulteurs (les hausses de prix ne profitent qu'au secteur capitaliste concentré) en attaquant le négoce qui domine le marché, en remettant en cause la division du travail au niveau du Marché commun européen qui condamne au sous-développement et à l'exploitation coloniale cette région.

véritable action politique de masse y est possible ; elle peut être un véritable support pour prolonger les mouvements actuels, d'autant plus que la prise de conscience politique se fait à travers la découverte que le problème n'est pas simplement viticole mais régional et s'effectue simultanément à tous les niveaux (économique, linguistique, culturel...).

Cette action politique ne peut avoir de chances et offrir de perspectives que si la liaison avec les autres secteurs de l'économie et les autres couches laborieuses de la population est faite. La situation des vigneron en voie de disparition par élimination et absorption liée à la concentration capitaliste est-elle fondamentalement différente de celle des mineurs, des ouvriers du textile, des petits commerçants ?... Les mutations du capitalisme entraînent la disparition des couches de travailleurs liés aux secteurs « arriérés » de l'économie. Une réponse socialiste et

révolutionnaire en termes d'objectifs de lutte et de moyens de combat doit être trouvée. Il faut par ailleurs créer les moyens d'une liaison avec l'ensemble des travailleurs, d'une part au niveau de la région (cas concrets : union des vigneron et des cheminots, union des vigneron et des ouvriers des entreprises en voie de fermeture...), d'autre part à un niveau plus général, celui de l'ensemble des ouvriers et des paysans.

Ainsi un tel mouvement, même si dans le passé il a pu être travaillé par des courants corporatistes ou poujadistes, contient au contraire actuellement de nombreux éléments prometteurs ; il importe au courant révolutionnaire de contribuer à les développer, pour éviter les risques d'un retour au passé. La crise viticole fait apparaître la résistance de toute une population aux plans de la bourgeoisie, le refus d'être des pions que l'on déplace sur l'échiquier au gré des besoins. □

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

Le nouveau siège central du Parti est maintenant acheté

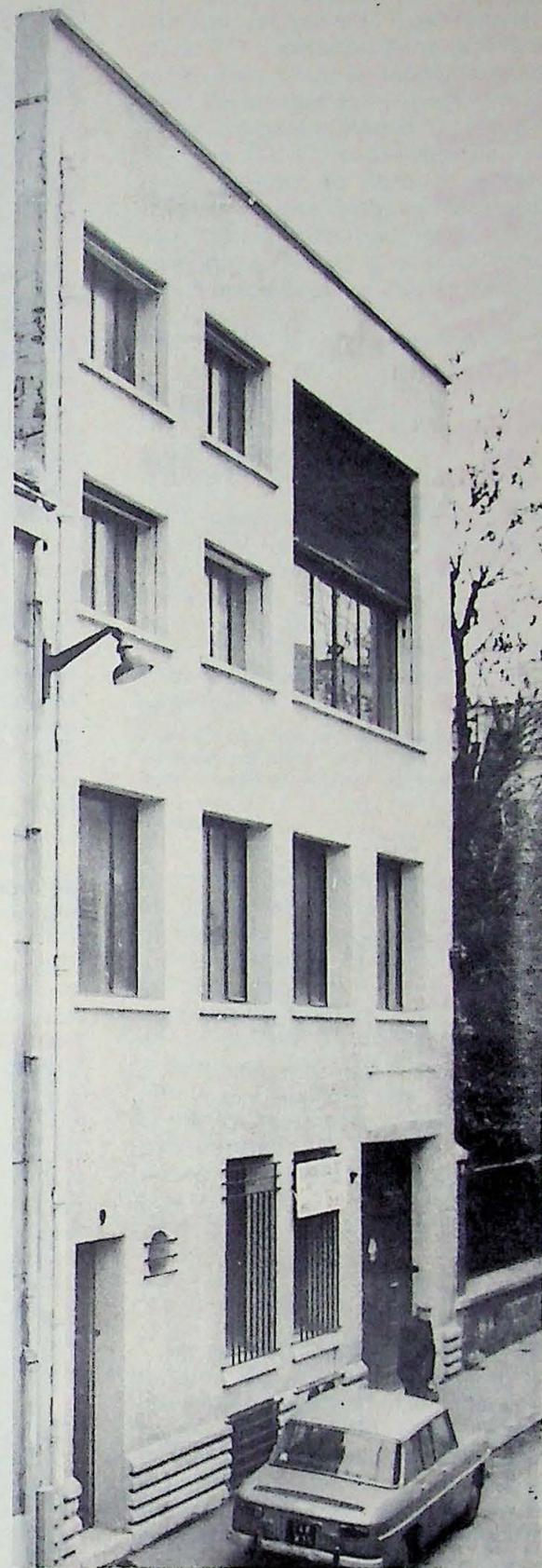
mais

- 50 % des militants n'ont pas encore participé à l'effort collectif
- Il reste à rembourser un emprunt de 380 000 F
- Il y a des travaux d'aménagement à faire, des meubles à acquérir

Il faut donc poursuivre la souscription

Donner ou collecter pour le siège central, c'est une

tâche militante



CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National des 22-23-24 janvier 1971 se félicite de l'effort fait par l'ensemble du Parti pour l'acquisition du nouveau siège central

Il approuve les dispositions et décisions prises par la direction du parti en ce qui concerne le choix de l'immeuble et les modalités de financement de l'achat.

Il estime nécessaire pour l'aménagement des nouveaux locaux et pour diminuer au maximum les charges de l'emprunt contracté de poursuivre la souscription.

Il fixe comme objectif le remboursement anticipé de l'emprunt d'ici le 31 décembre 1971. Il demande à la Direction nationale de prendre toutes les mesures nécessaires à une installation rapide des organes centraux dans les nouveaux locaux.

Il demande à toutes les fédérations de collecter d'ici la fin de l'année, par les moyens qu'elles estimeront les plus appropriés, une somme équivalente à un timbre trimestriel complet de cotisation par militant.

Un effort particulier devra être fait en direction des militants qui n'ont pas encore participé à l'effort collectif du parti.

Les versements sont à faire par C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre du P.S.U.

C.C.P. 14-020-44 Paris

en les envoyant à

TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e

Les lycéens font peur à Pompidou

Gérard Féran

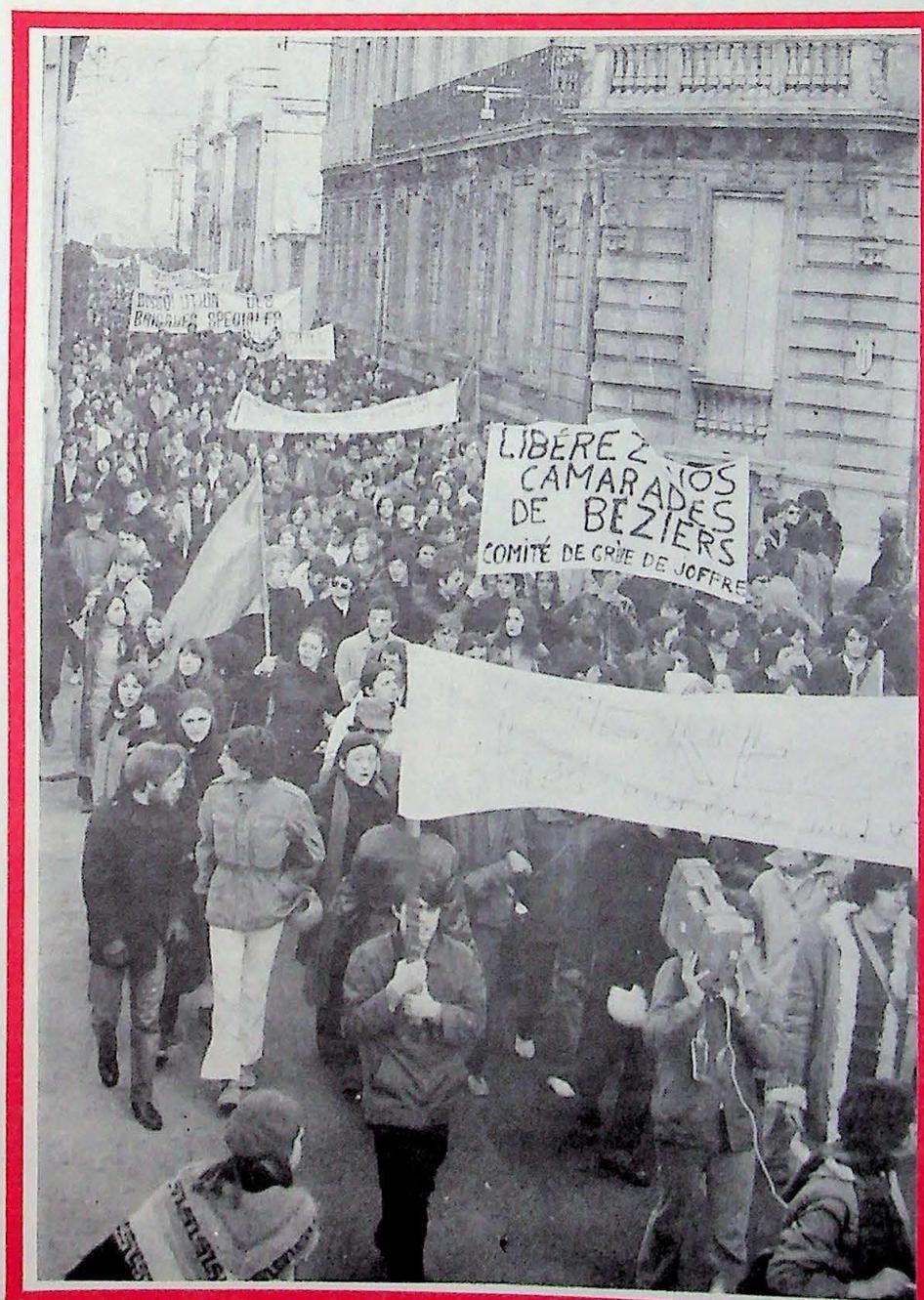
Si M. Pompidou a feint de se désintéresser des municipales trop « apolitiques » pour susciter son attention, il semble par contre fort préoccupé par la situation actuelle des lycées et CET. Préoccupation présidentielle qui cadre mal avec des propos rassurants du ministre de l'Education nationale qui prétendait réduire les manifestations et les grèves de lycéens dans toute la France à quelques soubresauts provoqués de l'extérieur par « les gauchistes ». En tout cas s'il existait par hasard l'ombre d'un désaccord entre le Président et le Ministre quant à l'analyse du phénomène, il faudrait certainement accorder un point à M. Pompidou qui a effectivement dans cette affaire d'excellentes raisons de s'inquiéter.

Il suffit en effet de faire le bilan de tous les liens et de tous les motifs qui ont provoqué ces derniers

jours à Paris et en province des mouvements importants dans les lycées et les CET, pour diagnostiquer dans le secondaire un état de crise plus important encore qu'en mai 68. Comme toujours dans ce cas ce sont les éléments les plus attachés au maintien de la fonction idéologique de l'institution qui sont les plus lucides sur cette réalité.

C'est ainsi que **Guy Bayet**, président de la Société des agrégés constate à juste titre dans « le Figaro » : « Le naufrage des lycées » et conclut en mettant en évidence le caractère politique de la crise : « Il ne peut être admis, dit cet honorable professeur, que les lycées et les universités échappent aux lois qui s'appliquent à tous les citoyens. Comment peut-on espérer préparer les jeunes à la vie de société si dans les établissements scolaires ils ne con-

naissent que la loi de la jungle et l'anarchie. » Certes, pour M. Bayet, l'anarchie commence avec la remise en cause de son propre ordre. Mais il est vrai que, en profondeur, c'est aux racines du système social que s'attaque le mouvement lycéen depuis le déclenchement de l'affaire Guiot. Cette crise qui est sociale avant d'être scolaire et qui fait de la contestation actuelle une contestation **politique** déconcerte cependant des militants politiques eux-mêmes habitués à croire qu'un mouvement est politique à partir de l'instant où il dépasse le stade du « corporatisme ». Or, à bien des égards une bonne partie des manifestations et des grèves se développent sur des thèmes dits « apolitiques » : **A Limoges**, la grève naît à la suite du décès accidentel d'un élève, les locaux de gymnastique étant insuffisants. **A Mouchard** (Jura) une grève de deux jours au lycée technique a pour cause l'insuffisance du chauffage et des conditions matérielles de l'établissement. **A Grenoble**, au lycée technique de Vaucanson, le rectorat ferme l'établissement à la suite des manifestations et grèves d'élèves demandant la réparation des dortoirs et des sanitaires. **A Troyes**, c'est pour demander l'assouplissement de la discipline, la suppression des consignes le dimanche et l'aménagement des horaires que les élèves



Centre de luttes lycéennes

• « Continuons le combat ». Un bilan, des perspectives, disponible au 27, rue Linné, et au 54, boulevard Garibaldi, à partir du 24 mars.

• Stage C.L.L. - Du dimanche soir 3 avril au mercredi 6 avril. Centre du Rocheton - YMCA, La Rochette-Melun. Prix : 15 F par jour. Bourses de voyage pour la France. S'inscrire au C.L.L., 27, rue Linné, Paris (5^e).

• Versements : C.C.P. Jacques Videcoq, 13 973 46. Centre Paris, mention C.L.L.

manifestent. Si l'on voulait dénommer « politiques » les seuls mouvements qui s'attaquaient explicitement au pouvoir d'Etat il ne resterait plus guère en effet que les luttes contre la répression dont sont victimes des militants politiques comme **Deshayes** et **Guionnet**. A l'inverse on pourrait abandonner la solidarité avec Guiot, les luttes de La Rochelle, de Saint-Brieuc pour la réintégration de lycéens exclus à « l'humanisme



apolitique ». Comment se fait-il alors, si cette analyse était juste, que le Parti communiste par le biais de la direction du SNES et par celui de l'UNCAL soit totalement impuissant à comprendre et à diriger le mouvement. Précisément parce qu'en leur principe des luttes aussi diverses que celles portant sur les cantines, les locaux, la discipline d'une part, la répression politique, la solidarité avec les viticulteurs du Midi ou les travailleurs de Batignolles d'autre part, ont comme point commun de toucher à la structure même de l'organisation du travail et au mode de vie qu'elle produit.

Du coup le « Ralbol » général conduira aussi bien des centaines de lycéens à participer aux obsèques de J.-P. Huet tué à La Cour-

neuve par le patron d'un café qu'à se battre pour bouffer normalement à Dole ou pour refuser la répression sexuelle à Rodin (où les profs sont expulsés lorsqu'ils laissent parler de W. Reich).

Le Technique en lutte

Il n'est pas surprenant dans une situation où ce sont les contradictions et les oppressions du système social qui déterminent la crise scolaire que le technique et particulièrement les C.E.T., prennent une place considérable dans le mouvement.

Le slogan mis en avant par les C.E.T. parisiens en grève, à Drancy, à Jacquard, à Dumeril, etc., évoque immédiatement la relation entre l'enseignement et la pro-

duction : « Le C.E.T., disent-ils, c'est déjà l'usine. »

Et c'est aussi dans les C.E.T. que les revendications les plus « matérielles » les plus « quantitatives » deviennent immédiatement aussi les plus « politiques » car elles introduisent directement à une critique des rapports sociaux dans la production. Les expériences de luttes, les revendications des lycées techniques et C.E.T. relatées dans le bulletin de la coordination Inter-Technique, « Technique en lutte » exigent autant « la liberté totale d'expression et de discussion politique » que la suppression des cahiers de retard ou le « mélange des années à la cantine ».

Les conditions de la répression dans ce secteur avaient jusque-là

empêché le technique de prendre réellement part à la lutte, y compris en mai 68. Aussi février-mars 71 constitue-t-il un tournant aussi bien pour le technique que pour l'ensemble du mouvement lycéen. Tournant politique car les élèves des C.E.T. ne peuvent pas se payer le luxe de faire du « gauchisme ». Les risques encourus sont trop grands pour qu'ils puissent accepter les querelles intergroupusculaires, les manifestations

Technique en lutte

1^{er} numéro du bulletin de liaison des élèves des lycées TK et CET en lutte. Permanence, 27, rue Linné, Paris 5^e. Jeudi 15 h à 18 h. Samedi 14 h à 18 h. Téléphone : 331-36-39.

C.C.P. : la Source 32-15 669. M. Waeckerle Joël, Menhamer pour le technique.

Note : les locaux du 27, rue Tinné sont actuellement prêtés par la S.E.C. Prière d'en tenir compte en utilisant les permanences.

avortées, les assemblées générales improvisées qui disloquent un mouvement de masse et l'exposent à la répression. Et la volonté des militants des C.E.T. de ne pas accepter sous couvert « d'aide » ou de « liaison » n'importe quelle « descente » d'un groupe politique heureux d'avoir « son C.E.T. », oblige le mouvement lycéen dans son ensemble à rentrer dans une phase de maturation et de consolidation.

La maturation du Mouvement

On le voit notamment dans l'apparition de coordinations inter-lycées qui dépassent la simple conjonction d'une lutte et qui entreprennent un travail en profondeur aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements. L'exigence défendue par le **Centre de luttes lycéennes** depuis le début de l'année de sortir de l'isolement, de prendre les moyens d'un travail de formation, d'établir une liaison constante entre Paris et la province commence à porter ses fruits et l'étiquette qui le recouvre importe peu au regard de l'importance du phénomène.

C'est pourquoi il est souhaitable que les différentes initiatives prises par le C.L.L., campagne d'explication des lycéens dans la rue, feuille de liaison inter-lycées, stage de formation à Pâques, puissent être élargies et complétées. Le mouvement lycéen ne s'engagera pas dans les fausses batailles d'appareil qui ont conduit l'UNEF à son échec. Son importance politique actuelle est trop grande pour que les militants d'extrême-gauche perdent en querelles intestines l'acquis combatif considérable que représente la contestation dans la lutte antipitaliste. □

Le mouvement lycéen après la libération de Guyot

11 mars : Limoges : fermeture du lycée Gay Lussac suite aux grèves et aux manifestations d'élèves. Ceux-ci protestant contre l'état déficient des locaux cause du décès accidentel d'un de leurs camarades tué par un poids en salle de gymnastique.

La Rochelle : trois jours de fermeture du lycée Eugène Fromentin, faisant suite aux protestations contre l'exclusion d'un élève de première.

St-Brieuc : grève illimitée du lycée TK et du CET de St-Brieuc pour exiger la liberté d'expression et d'information. Refus d'un conseil de discipline chargé d'examiner le cas de trois élèves sortis sans autorisation un soir pour aller au cinéma.

Mouchard (Jura) : grève de deux jours du lycée TK pour protester contre l'insuffisance du chauffage et

des conditions matérielles de l'établissement.

Poitiers : grève des 2 écoles normales d'instituteurs pour demander le jugement des agresseurs de Richard Deshayes et la dissolution des brigades spéciales.

14 mars : Grenoble : fermeture par le rectorat du lycée de Vaucausson, de Louise-Michel, de Jean-Bart et du CET Guynemer, à la suite des grèves demandant une amélioration des conditions de vie, notamment la réparation des dortoirs et des sanitaires du lycée de Vaucausson.

La Rochelle : grève de la faim de cinq élèves à Eugène Fromentin.

12-13-15 mars : Paris : début de la grève à J.-B. Say à la suite de l'arrestation d'Alain Guionnet, militant du

Secours Rouge sur l'accusation de deux fascistes.

15 mars : La Courneuve : obsèques de J.-P. Huet mortellement blessé par le tenancier d'un bar. Participation de centaines de lycéens. Charge des flics.

17 mars : Treize établissements fermés en province et à Paris. Manifestation à J.-B. Say pour exiger la libération d'Alain Guionnet. Grève à Claude Bernard et La Fontaine.

18 mars : A Grenoble : la police fait évacuer le lycée Vaucausson.

A Troyes : grève sur trois objectifs : discipline, suppression des consignes le dimanche, aménagement des horaires de cours.

A Paris : mouvement de solidarité avec J.-B. Say pour exiger la libération de Guionnet.

luttons étudiantes

Halles aux vins, entreprise capitaliste

Albert Rousselles

Si la Halle aux vins a été souvent à la pointe du combat des luttes universitaires, jamais les 5.000 techniciens qui y travaillaient ne s'étaient associés aux étudiants et enseignants en lutte. En fait cette situation s'explique par la dissémination dans les divers laboratoires où les techniciens sont directement soumis à la tyrannie des mandarins, directeurs de laboratoires.

Pourtant de nombreux mouvements isolés ont montré le mécontentement des travailleurs, en particulier sur les licenciements abusifs, les retards de paye (couramment de 2 à 3 semaines), et les conditions de travail. Ce mécontentement était déjà apparu lors des journées d'action des 10 et 11 février dernier, organisées par les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ces journées n'aboutirent naturellement à aucun résultat pour les travailleurs.

Les quatre-vingt-huit

Le découpage des facultés en universités a entraîné la division de la Halle aux vins en deux universités : Paris VI et Paris VII. Les enseignants, chercheurs et étudiants avaient pu choisir librement leur université. Les techniciens eux aussi avaient été consultés mais sans aucune information sérieuse, ils ont décidé pour la plupart de rester dans les laboratoires où ils travaillaient. Pour beaucoup le changement risquait d'être la remise en cause des avantages acquis, très différents d'un laboratoire à l'autre. Comme il manquait des techniciens pour faire tourner Paris VII, le rectorat n'a pas hésité à en muter autoritairement quatre-vingt-huit d'entre eux.

Contre cette mesure les techniciens s'organisent. Les 88 mutés se mettent en grève et élisent un comité qui appelle avec les syndicats à une assemblée générale le vendredi 12 mars. Celle-ci décide de mener la lutte sur les mots d'ordre : pas de mutations arbitraires ; pas de licenciements ; création de postes pour assurer la sécurité d'emploi du personnel. Elle décide aussi d'étendre la grève à toute la faculté et de se rendre immédiatement au rectorat en manifestation (plus d'un millier de personnes). Dès le départ apparaît la combativité des travailleurs qui organisent un « sit-in » rue des Ecoles, devant le rectorat, malgré l'avis contraire de certains responsables syndicaux.

La grève s'étend

Lundi 15, la faculté est en grève. Le lendemain près de 5.000 personnes manifestent jusqu'au ministère de l'Education Nationale. Le ministre refusant de recevoir la délégation, la manifestation revient à la faculté en durcissant ses mots d'ordre (partici-

pation - mutation - répression). Alors que chacun se plait à reconnaître la puissance de la manifestation, à l'assemblée générale qui suit, seule fausse note, un responsable C.G.T. se plaint de ce que les mots d'ordre de l'intersyndicale n'ont pas été suivis. Dès le lendemain la mobilisation prend une nouvelle forme, l'assemblée générale décide que chaque secteur (physique, chimie, informatique...) doit s'organiser et tenir des assemblées. Dès l'après-midi des assemblées de secteurs se réunissent et envoient des délégués au comité de grève de la faculté. Quant aux étudiants ils s'organisent de manière autonome, élisent un comité de grève et mandatent deux des leurs au comité central de grève. Devant la volonté des étudiants de se battre sur les mots d'ordre des travailleurs, l'UNEF-Renouveau doit renoncer à présenter la grève des étudiants comme une défense de leurs propres intérêts (désorganisation des T.P. et de l'enseignement reçu...).

La lutte paye

Le jeudi 18, l'assemblée générale de la faculté, devant le black-out de l'information, décide de populariser la lutte en envoyant des groupes d'intervention (enseignants, chercheurs, étudiants et techniciens) dans les autres facultés et centres de recherche, où cette initiative rencontre un très grand écho. C'est le moment choisi par la C.G.T. pour tenter de briser, récupérer le mouvement. Elle intervient en déclarant que l'assemblée générale n'est pas représentative et qu'il faut retourner à la base : curieusement pour elle, la base n'est pas représentée par les assemblées de secteurs, mais par les syndicats. Elle précise aussi : « Or la preuve est faite que certains ont pour objectif principal de s'attaquer aux syndicats, au pire de les abattre. C'est pour eux le moyen de manipuler les travailleurs, de s'emparer de leurs luttes pour des objectifs étrangers à l'action engagée ».

Vendredi 19, le rectorat et les présidents d'université cèdent sur tous les points.

Quant à nous, nous estimons que cette grève a été menée de manière exemplaire jusqu'à la victoire. Toutes les décisions ont été prises par les assemblées générales et le comité de grève, émanation des travailleurs en lutte.

Si la grève est finie pour l'ensemble du personnel, des problèmes restent en suspens, surtout pour les vacataires (travailleurs sans contrat, recrutés sur des crédits mal définis, sans aucune sécurité d'emploi). Ceux-ci ont décidé de s'organiser de façon autonome et ont créé un comité de défense des vacataires, où participent syndiqués et non-syndiqués. Ils se sont donné comme premier objectif de ne tolérer aucun retard de paye à la fin de ce mois. □

jeudi 25 mars

POLITIQUE

Hebdo

numéro 25

- Les « transportés » bougent. Déjà plus de cent comités d'usagers du métro et des bus.

Dossier Université

- Vincennes : de l'utopie à la réalité.
- La contestation dans la révolution. Un entretien avec Georges Lapassade et René Lourau.
et notre questionnaire sur l'Université.
- L'extrême-gauche chilienne entre le front populaire et la lutte armée. La tactique et la stratégie du M.I.R.
- Documents : la crise polonaise vue de Prague.

ABONNEMENTS

France, un an : 100 F, six mois : 60 F
Abonnement couplé avec POLITIQUE AUJOURD'HUI, un an : 150 F
POLITIQUE HEBDO, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75 - PARIS 10^e
C.C.P. La Source 31-813-28

Rencontre nationale des cheminots



La troisième rencontre nationale des cheminots P.S.U. se tiendra à Paris, fin avril ou début mai (la date, qui est fonction du calendrier de travail du parti, sera précisée ultérieurement).

Les deux rencontres précédentes (1969 et 1970) avaient permis une certaine clarification de la situation à la S.N.C.F. :

- en dégagant les grandes lignes de la réforme (révision des activités, des structures, des rapports avec l'Etat) ;

- en mettant en relief les **objectifs réels** de cette réforme.

De plus, les débats faisaient apparaître clairement la convergence d'intérêts des cheminots et des usagers.

La rencontre nationale 1971 revêt une importance particulière :

- elle se situe dans la période de mise en place des nouvelles structures de l'entreprise ;

- elle s'inscrit dans la politique d'ouverture du P.S.U. en direction des entreprises et des travailleurs, ce qui devrait permettre à de nombreux cheminots **non membres du parti**, de s'associer à nos travaux.

Il serait souhaitable que l'ordre du jour de cette assemblée soit élaboré par le plus grand nombre possible de militants afin que soient mis en évidence les problèmes essentiels qui se posent dans les différents secteurs de la S.N.C.F. et qu'apparaissent clairement les préoccupations majeures des cheminots.

Le « Collectif Paris et région parisienne des cheminots P.S.U. » propose quelques thèmes de discussion.

I. — Réforme des structures et nationalisations :

- **La S.N.C.F. avant et après 1937 ;**

- **Etat et nationalisations ;**

- **Y a-t-il dénationalisation ?**

- **Doit-on défendre les nationalisations en tant que telles ?**

II. — Echec des syndicats face à la réforme :

Le gouvernement et la direction appliquent à la lettre leur programme : fermetures de lignes, compressions d'effectifs, remise au privé des secteurs rentables de l'entreprise.

Pourquoi les organisations syndicales sont-elles restées impuissantes ?

III. — Contrôle ouvrier et politique syndicale des contrats :

- **Le contrat n'est pas contradictoire avec la rentabilisation.**

- **N'y a-t-il pas contradiction entre la politique syndicale des contrats et le contrôle ouvrier ?**

IV. — Hiérarchie :

- **Maitrise - cadres et exécution - rapports de classes - hiérarchie des salaires.**

L'essentiel de nos débats sera vraisemblablement consacré à l'analyse de la situation actuelle dans l'entreprise, aux leçons que l'on pourra en tirer et à l'élaboration des mots d'ordre qui en découleront.

Nous pensons qu'il conviendrait également de proposer dès maintenant, à l'ensemble des cheminots et des usagers les grandes lignes d'une politique cohérente des transports.

Compte tenu de l'importance des transports dans l'économie, en fonction des expériences, très dif-

férentes, que nous connaissons (ex. : U.R.S.S. et Cuba), il est indispensable d'aborder ce problème dans le cadre d'une économie socialiste.

Car nos critiques, sur la gestion capitaliste des transports auraient beaucoup plus d'impact si nous étions en mesure d'avancer, dès maintenant, des propositions concrètes en matière de transports.

Le « Collectif parisien » s'efforcera de publier les premiers textes élaborés collectivement sur les nationalisations et les transports. Nous demandons aux camarades cheminots qui auraient déjà travaillé sur ces sujets de nous faire parvenir le plus rapidement possible leur documentation (articles, tracts, etc.).

Car il est bien évident que notre rencontre nationale ne prendra tout son sens que si l'ensemble des militants participe à sa préparation. A cet effet nous suggérons, que dans les centres importants, des réunions préparatoires soient organisées. Que les camarades « isolés » nous fassent parvenir rapidement leurs propositions ou leurs questions. Nous sommes conscients de l'effort supplémentaire que nous demandons à nos militants qui assument souvent des responsabilités multiples (locales, fédérales, syndicales, etc.), mais nous devons tous être persuadés que si l'organisation dans les entreprises et par branche n'était pas poursuivie et développée, c'est non seulement l'implantation du parti chez les travailleurs qui serait remise en cause, mais c'est aussi le mouvement socialiste révolutionnaire qui en pâtirait. □

Six mois après le suicide d'Albert Lefort

Bernard Rubin

Argentré-du-Plessis (Ille-et-Vilaine), petite ville rurale (2.500 h.) où plusieurs usines créées par des artisans locaux emploient quelque sept cents ouvriers. Malgré cette assez forte industrialisation, il n'y a pas de classe ouvrière bien organisée à Argentré. En septembre dernier, Albert Lefort s'est suicidé par le feu parce que son patron l'avait mis à la porte à cause de ses cheveux longs (cf. TS 468), et les ouvriers de l'usine ont voté à 86 sur 88 une motion de soutien à leur patron.

Pourtant, le 5 mars dernier, pour les cent ouvriers de la menuiserie Rossignol, c'en était trop : avec la réduction d'horaire à 40 h par se-



maine, le salaire de février était dérisoire. Pour la centaine d'ouvriers concernés, tous payés comme manœuvres, le salaire variait entre 490 F et 680 F, 10 % de moins pour les jeunes travailleurs et 20 % de moins pour les jeunes travailleuses. Ayant reçu ce salaire de misère la veille, l'ensemble des ouvriers arrêtaient spontanément le travail le jeudi 5 à 10 h. Ils demandaient 3 % d'augmentation mais les patrons

d'Argentré n'ont pas l'habitude de discuter. (On n'a jamais vu de grève à Argentré). La seule réponse de Rossignol est le lock-out jusqu'au lundi suivant. Mais les travailleurs vont mettre ce temps à profit : une manifestation spontanée traverse la ville pour aller jusqu'à près d'un des « châteaux » de Rossignol aux cris de « Rossignol, des sous, le château est à nous ! ».

Pendant ce temps, quelques travailleurs des plus actifs iront trouver la C.F.D.T. pour les aider à organiser la grève (aucun ouvrier n'était syndiqué : c'était un motif de renvoi chez Rossignol). Les 3 % se transforment alors en revendication plus globale : classification du personnel avec 4,30 F de l'heure pour le bas de l'échelle, suppression de l'abattement d'âge et de sexe, primes d'ancienneté, paiement d'heures d'information et de formation syndicale... Les ouvriers ont élu leurs délégués pour défendre leurs revendications. Ils étaient déterminés à faire reculer le patron, surtout les femmes qui sont les plus exploitées ; on parlait même de séquestration. La direction a mis les camions à l'abri dans une autre usine.

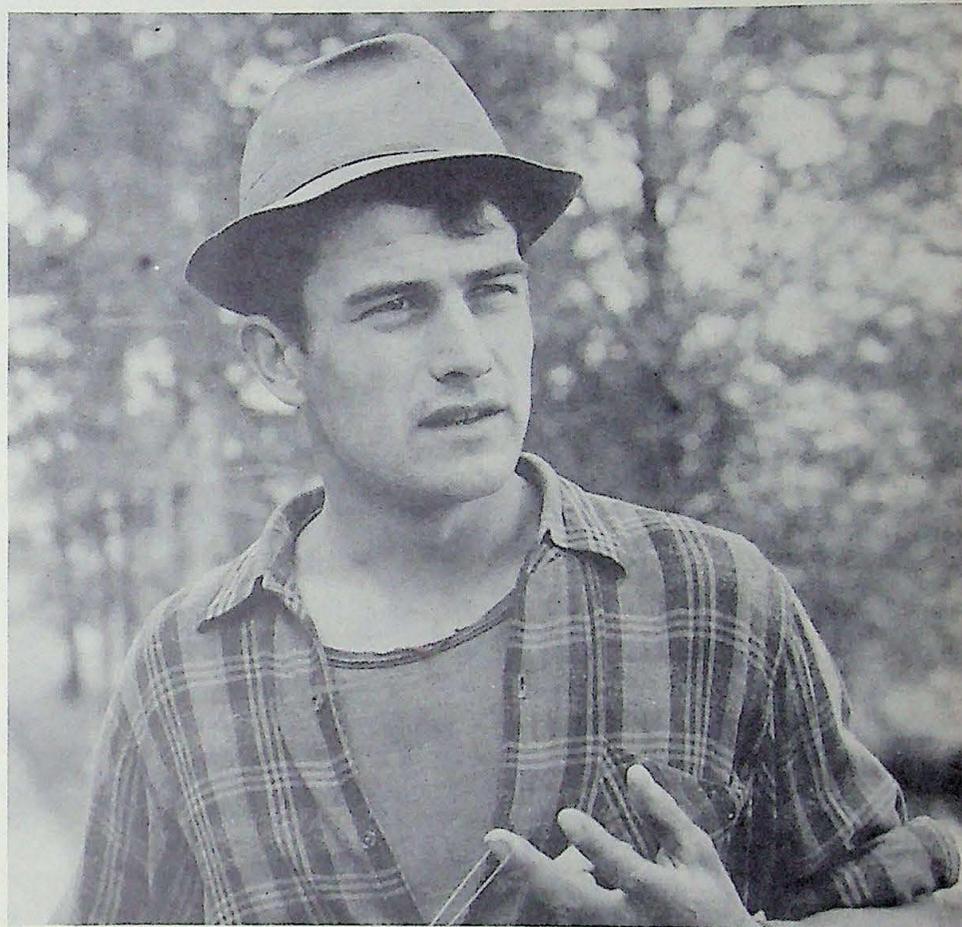
Un fait important à signaler : le mardi 9 et le mercredi 10 les agriculteurs progressistes du canton, jeunes et aînés sont venus distribuer des aliments aux grévistes. Cette initiative a été très bien accueillie par les ouvriers et les a aidés à tenir plus longtemps. Elle a contribué à lever la méfiance des ouvriers vis-à-vis des paysans, méfiance créée et entretenue par les notables patrons : « On vous a mal compris lorsque vous aviez pris position contre le patron d'Albert Lefort, mais cette fois on vous a compris », disait l'un d'entre-eux. Certes, cette compréhension reste plus sentimentale que politique,

mais il sera désormais possible de discuter ensemble paysans et ouvriers du sens politique de cette première initiative. Nous apprenons déjà que Rossignol a chargé quelqu'un pour surveiller les contacts de ses ouvriers avec les paysans.

Finalement, c'est sous la pression de ce front commun ouvriers-paysans que le patron a dû reculer devant un certain nombre de revendications des ouvriers.

De même chez Moël à Vitré, six cents travailleurs de la chaussure font grève pour la première fois pour lutter contre les cadences infernales.

Si la prolétarisation s'accroît dans les campagnes, de plus en plus les travailleurs ruraux prennent conscience de leur état de prolétaire et s'organisent en classe dans la lutte.



Certes, des critiques peuvent être apportées à la façon dont la grève a été conduite (mythe du syndicat sauveur, surenchère à l'adhésion syndicale...). Il reste cependant qu'un important pas a été franchi chez les travailleurs d'Argentré dans la conscience de leur exploitation et la solidarité qui lie tous les exploités contre les exploités. Une brèche est désormais ouverte contre la dictature patronale jusqu'alors incontestée. De plus en plus les travailleurs des petites entreprises rurales, paysans ou fils de paysans pour la plupart, s'organisent et osent lutter contre l'exploitation capitaliste dont ils sont les premières victimes à cause de la concurrence internationale.

Rappelons les récentes luttes de la région :

Chez Burel à Châteaubourg, construction de machines agricoles, les cent ouvriers se mettent en grève pour la première fois en janvier dernier.

Declercq et le P.S.U.

Gilbert Declercq dans « Syndicalisme » organe de la C.F.D.T. attaque violemment nos camarades des Batignoles. Il utilise, comme d'habitude, la vieille calomnie du P.C. sur le « P.S.U. mouche du coche ».

Nous répondrons dans le prochain « T.S. » sur le fond.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Numéros disponibles :

- N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
- N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.
- N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.
- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Assemblée ouvriers-paysans de la région parisienne



militante

Conformément à la décision du Conseil national de janvier 1971 « les assemblées ouvriers-paysans » seront composées :

● des adhérents du P.S.U. isolés dans les petites boîtes, des groupes et sections d'entreprises et paysans.

● des militants réellement insérés dans les luttes et non membres du parti.

● éventuellement, si la section locale n'est pas déjà représentée, d'un observateur de cette section avec voix consultative.

Cette définition, relativement générale, semble cependant suffisamment claire pour permettre d'éviter les flottements que nous avons connus lors des assemblées régionales de décembre.

Par exemple, dans le cas du secteur santé, il apparaît que les étudiants qui travaillent comme externes et qui militent dans un groupe P.S.U. au même titre que les travailleurs de l'hôpital, participent aux A.O.P. avec cependant une représentation plus limitée que les entreprises de production.

Les collectifs préparatoires

Il faut organiser, dans chaque entreprise où existe un groupe ou un embryon de groupe, un collectif large de discussion avec des travailleurs combattifs et d'autres militants révolutionnaires, à condition qu'ils appartiennent eux aussi à l'entreprise et qu'ils aient été présents dans les luttes.

Pour les travailleurs isolés, en particulier ceux des petites boîtes, il faut organiser des collectifs locaux de discussion là où ces camarades habitent (il est de la responsabilité des bureaux fédéraux de mettre en place de tels collectifs).

Par exemple, dans le Val-de-Marne, la préparation se déroulera de la manière suivante :

la Commission fédérale entreprise a pensé qu'une A.O.P. départementale serait une bonne préparation à l'assemblée régionale. Elle a désigné, en son sein, une commission d'organisation de cette assemblée départementale, et les dates des 3 et 4 avril ont été arrêtées. A cette A.O.P. départementale sont invités : les militants participant dans leur entreprise, en groupe ou isolément, à un travail politique ; les militants révolutionnaires, non P.S.U. participant également dans ces entreprises aux luttes, aux côtés de nos camarades P.S.U. ; les sections qui n'auraient pas de militants ouvriers engagés dans les luttes doivent également participer à cette assemblée, en y déléguant un ou plusieurs de leurs membres. Les travaux de cette A.O.P. départementale seront dès le 5 avril ventilés dans les sections. Au cours de cette A.O.P. départementale les délégués à l'A.O.P. de la R.P. des 24 et 25 avril seront désignés. Une réunion extraordinaire de la Commission fédérale entreprise précédera l'A.O.P. de la R.P., recevra les commentaires et suggestions des sections, et précisera le mandat des délégués à l'A.O.P. des 24 et 25 avril.

Dans la mesure du possible, il faut fusionner ces collectifs avec ceux existant dans une usine proche.

On peut aussi recentrer ces groupes à l'intérieur d'une branche organisée régionalement (cheminots isolés dans la branche S.N.C.F. de la R.P. ; militants de la branche E.D.F., etc.). Cette organisation du débat est provisoire mais elle doit tendre vers une forme permanente de regroupement de militants isolés, dans la mesure du possible, au travers de la structuration par branches.

Il s'agit donc de se donner les moyens, que ce soit :

● par des regroupements des militants isolés sur le plan du lieu d'habitation autour de groupes déjà constitués,

● par des groupes inter-entreprises concernant des entreprises proches,

● par la structuration des militants sur le plan des branches d'industrie de faire rentrer dans la préparation des A.O.P. le maximum de militants réellement insérés dans les luttes, c'est-à-dire apparaissant politiquement sur leurs entreprises.

Proposition d'ordre du jour et de préparation

Nous avons repris le projet de la Commission nationale entreprise. Sur chacun des points, un ou plusieurs groupes d'entreprises de la région parisienne sont chargés de préparer des rapports introductifs qui devront être adressés à l'ensemble des collectifs préparatoires au plus tard le 10 avril.

1) Développement du mouvement politique des masses :

a) rôle politique des mouvements de masse existants, syndicat, etc. ; section Uguine Kuhlmann,

b) apparition de nouvelles formes d'organisation dans les luttes : section Hispano Snecma.

c) mouvements de masse dans les couches populaires (Secours rouge, paysans en lutte, comités d'usagers, de locataires, etc.) : section SNIAS Courbevoie,

d) convergence dans le mouvement politique de masse. Les trois sections précédentes se réuniront pour traiter ce point, e) problèmes de l'avant-garde et de la centralisation politiques des luttes : groupe S.N.C.F.

2) Concrétisation du programme révolutionnaire. La société socialiste à construire.

a) problème de la prise du pouvoir,

b) problème de l'Etat dans la société socialiste, son contrôle par le prolétariat et ses alliés (problèmes de couches populaires associées à celui-ci), rôle du parti, condition d'exercice de la dictature du prolétariat,

c) planification et autogestion.

Ce rapport introductif sera mis au point par les groupes R.A.T.P., S.T.R., E.D.F., C.E.A., autour de la section I.F.P. qui a déjà commencé à travailler.

3) Transformation de la nature du parti et de ses organes de direction. Une commission issue de l'A.O.P. du 21 mars rédigera le rapport introductif. Les camarades Boe-

dard, Peurière et Rival ont déjà accepté de faire partie de cette commission qui devra comprendre une dizaine de membres.

4) Election de plusieurs candidats à la D.P.N. pour le congrès de juin. Nous rappelons le mandat impératif du conseil national : les assemblées sont maîtresses de leur ordre du jour. Dans cet esprit, nous proposons un mode d'emploi de différents textes préparatoires :

« Les ébauches politiques » : vers le mouvement politique de masse (P.S.U. documentation) - « Pour un programme révolutionnaire » (« T.S. » n° 487).

Ces textes représentent : d'une part une analyse de la période historique et une présentation des acquis politiques du parti (de ce point de vue ils sont à utiliser avec le

programme d'action ; comme rappel de ce qui a déjà été décidé) ; d'autre part ils esquisseront des solutions aux problèmes à traiter. Ils sont alors à utiliser comme simple indication dans la réflexion et non comme les textes à amender et à voter.

Le questionnaire de la D.P.N.

Il représente une masse de questions et tient plus de l'enquête sur la situation générale ; certaines de celles-ci peuvent néanmoins constituer un appoint utile dans le développement de la réflexion au cours de la première phase de la discussion. Car le rôle principal des assemblées doit rester l'élaboration de textes sur l'ordre du jour du congrès rappelé plus haut. □

Éditions du P.S.U.

PACTE ATLANTIQUE ET IMPERIALISME

L'exemplaire : 1,50 F
Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi - PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

PAYSANS EN LUTTE

ORGANE DE MASSE DES
TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE
2 F l'exemplaire

Vous pouvez le commander pour la vente militante à :

- T.S. - 54, bd Garibaldi, Paris 15^e

Abonnez-vous en envoyant vos :

Nom

Prénom

Adresse

Profession

à - T.S. - 54, bd Garibaldi, Paris 15^e.

PAYSANS EN LUTTE

bulletin
pour l'action
des travailleurs
de l'agriculture

Éditions du P.S.U.

POUR UNE PALESTINE UNIFIEE

L'exemplaire : 1,50 F
Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi
PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Impérialisme et sionisme

Henry Rosengart

Dans une analyse très détaillée (publiée par « Times » et « le Monde », David Nes, diplomate américain, démontre avec beaucoup de rigueur ce que nous ne cessons, depuis deux ans, de souligner : Israël est un instrument privilégié de l'impérialisme U.S. « On peut se demander, écrit-il à propos de la réception récente (décembre 1970) de Dayan à la Maison-Blanche, si un commandant en chef des forces de l'OTAN ou de l'OTASE aurait été accueilli selon un tel protocole. » Allant jusqu'à parler d'« association unique dans l'histoire américaine entre les Etats-Unis et un autre pays », David Nes donne des exemples de cette « association unique » : « Absence presque totale de critiques à l'encontre d'Israël aux Etats-Unis... » ; aide économique s'élevant, de 1948 à 1968, à 11 milliards de dollars, sans compter les transferts de capitaux privés se montant à 25 milliards de dollars ; possibilité légale d'aide illimitée et sans limitation de temps de matériel militaire (même la Grande-Bretagne durant la Seconde Guerre mondiale et le gouvernement de Saïgon aujourd'hui n'ont pas bénéficié d'un tel régime de faveur !) ; coopération « sans précédent » entre les deux services secrets ; etc.

Et pourtant, en dépit de ces liens exceptionnels, de réelles frictions politiques opposent à présent Washington et Tel-Aviv.

Sagesse et voracité

Nixon insiste pour un retrait quasi général des territoires occupés après juin 1967, en échange d'un règlement de paix assorti de garanties internationales et du stationnement d'une force internationale de « maintien de l'ordre » au Proche-Orient. Ceci implique la reconnaissance du fait accompli sioniste par les Etats arabes limitrophes, donc — conséquence immédiate de la reconnaissance d'Israël — l'acceptation officielle de l'expulsion du peuple palestinien arabe de son territoire national.

Une telle solution est trop conforme aux intérêts des régimes bourgeois et féodaux en place dans les pays arabes limitrophes pour ne pas les satisfaire. Depuis septembre, leur soutien à la révolution palestinienne s'est révélé pour ce qu'il n'avait jamais cessé d'être : hypocrite et démagogique.

D'autre part, cette solution devrait logiquement satisfaire les dirigeants israéliens, puisqu'elle est conforme à leur vœu apparemment le plus cher : la reconnaissance politique d'Israël par les Etats arabes.

Mais ce serait mal connaître le caractère « expansionniste par nature » (comme l'écrit le député israélien Uri Aunery) de l'Etat sioniste.

Car Tel-Aviv refuse la solution Nixon-Brejnev (les Soviétiques l'approuvent également, à quelques détails diplomatiques près). Tel-Aviv refuse l'idée de force de police internationale. Tel-Aviv refuse de se retirer de la majeure partie des territoires nouvellement occupés. Les frontières actuelles, a déclaré Abba Eban à Washington, ne sauraient subir que « des modifications peu substantielles »...

Colère à Washington, où l'on souligne le caractère « démesuré » de telles exigences. Non seulement elles « ne sont pas réalisables », va jusqu'à écrire l'« International Herald Tribune », mais Israël devra choisir : ou bien « obtenir le soutien et les assurances des Etats-Unis », ou bien « préférer des gains territoriaux importants ». Obtenir les deux avantages n'est pas possible.

Impérialisme et religion

Autrement dit, le temps est passé où les intérêts d'Israël rejoignaient en tous points ceux de l'impérialisme U.S. : il serait temps

que le mouvement sioniste comprenne qu'il n'a jamais été pour les U.S.A. une fin, mais un moyen ! Les sottises néo-bibliques peuvent avoir leur intérêt, dans la mesure où la religion est l'opium du peuple, mais dès lors qu'elles heurtent les intérêts supérieurs de l'impérialisme, elles deviennent intolérables.

Certes, la Maison-Blanche n'ignore pas que les absurdités concernant la « patrie historique du peuple élu » ne sont qu'autant de paravents destinés à masquer les intérêts de la fraction juive de la grande bourgeoisie U.S. Mais cette fraction aurait grand tort d'oublier que la fraction chrétienne — et en premier lieu protestante — est (de loin !) majoritaire aux U.S.A. Les « néo-antisémites » qui prétendent que le « lobby juif » tire les ficelles de la politique U.S. sont aujourd'hui remis à leur juste place. Si Israël jouit d'un tel soutien aux U.S.A., ce n'est pas parce que la fraction juive de l'impérialisme U.S. impose sa loi, mais parce que l'existence d'Israël sert les intérêts de l'ensemble de l'impérialisme, toutes confessions mêlées. Comme le souligne, non sans menace, le « Wall Street Journal » du 19 mars : « L'appui à Israël est sans aucun doute d'un intérêt vital pour les Etats-Unis, mais ce n'est pas le seul... » Et le porte-parole des grands actionnaires américains d'ajouter que l'« honneur des Etats-Unis » n'est pas nécessairement lié à l'occupation des territoires égyptiens...

Les « réalistes » du mouvement sioniste sauront, n'en doutons pas, comprendre cette rude logique. L'Etat égyptien est allé à l'extrême limite des concessions possibles. A l'Etat israélien d'en faire autant.

**

En attendant, opiniâtrement, les combattants palestiniens luttent contre les forces qui se conjuguent contre elles. Et, en dépit du silence quasi total de la presse bourgeoise, la répression en Israël se renforce à tel point que la commission des Droits de l'Homme de l'ONU vient récemment de condamner l'Etat sioniste pour « le retour aux châtiments collectifs, la déportation et l'expulsion des habitants, les arrestations, les détentions arbitraires, ainsi que les tortures et mauvais traitements infligés aux prisonniers », sans oublier « les destructions et démolitions de villages, de quartiers de villes, de maisons », ainsi que « la confiscation des biens et l'expropriation ». (« Le Figaro », 16 mars). □





Prague

Un procès pour l'exemple

Christian Leucate

Tandis qu'à Varsovie, M. Jaroszewicz, chef du gouvernement, chargé de ramener la classe ouvrière polonaise dans le rang de « l'ordre socialiste », rappelle que **« les autorités ne céderont pas et seront inébranlables devant les extrémistes, les aventuriers, les démagogues et les fainéants »**, le procès de Prague fait la vivante démonstration de ce que l'on doit attendre de ce type de promesse.

Aux termes du verdict prononcé contre les militants du Parti socialiste révolutionnaire « organisation clandestine illégale », Petr Uhl, principal accusé est condamné à quatre ans de prison, quinze de ses camarades, à des peines allant d'un an à deux ans et demi de prison.

La chasse aux gauchistes

A nouveau, se déroule le cérémonial sinistre et parodique des procès staliniens : acte d'accusation fondé sur un seul témoignage de dénonciation, juges ouvertement liés à la police secrète, répression policière contre le public assistant à l'audience... Mais cette fois-ci, il ne s'agit plus d'utiliser l'appareil de la justice pour trancher quelque obscure rivalité de puissance au sein de la bureaucratie en place. Petr Uhl et ses camarades,

ne sont ni des hauts dignitaires du régime ni des notables devenus indésirables, ce sont des militants et des révolutionnaires. Avec eux c'est d'abord « l'esprit de résistance » de toute la jeunesse tchécoslovaque que le régime entend symboliquement briser.

Qu'il s'agisse d'un procès pour délit d'opinion, l'acte d'accusation ne s'en cache pas. Les charges retenues contre les accusés concernent :

— La diffusion de la « lettre ouverte de Kuron et Modzelewsky au Parti ouvrier unifié de Pologne ».

— La diffusion de la littérature d'extrême-gauche d'Allemagne occidentale (S.D.S. notamment).

— Des contacts établis avec la IV^e Internationale...

C'est ainsi que « la propagande hostile aux institutions sociales et politiques de la République » devient « hostilité au socialisme ». Mais n'est-il pas vrai que les accusés auraient eu cette incroyable prétention de vouloir remplacer « notre appareil (sic) de l'Etat et du Parti par l'autogestion du peuple tout entier » ? Il n'y a guère de place dans la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui pour ce genre de fidélité aux principes élémentaires du marxisme et du léninisme...

De nouveaux Versaillais

Ce n'est pas un hasard si le régime s'en prend ainsi à une poignée de militants « extrémistes dogmatiques ». Pour Husak comme pour Marcellin, la chasse au « gauchiste » a valeur d'avertissement pour l'ensemble des masses ouvrières. Et, depuis l'éviction de Dubcek des rangs du P.C.T. en juin dernier, la normalisation est entrée dans une phase nouvelle. Sous le titre « Enseignements découlant du développement de la crise dans le Parti et dans la société après le XIII^e Congrès du Parti Communiste de Tchécoslovaquie » a été récemment publié un document approuvé lors du plénum du Comité central du P.C.T. en décembre dernier. Près de deux ans de pacification militaro-policière auront été nécessaires pour désarmer totalement le gigantesque mouvement de masse éclos au printemps 1968... Il n'en reste désormais qu'une condamnation sans appel : « Des faits nouveaux (?) prouvent la création en 1968 d'une vaste coalition anticommuniste ; la nouvelle structure restaurait le système politique d'avant 1948 et présentait même des caractéristiques similaires à celles de la république bourgeoise d'avant Munich. »

Entre l'inspiration libéralisante de droite du « socialisme de marché »

et le mouvement intellectuel revendiquant la liberté d'expression la plus élémentaire — « la tribune contre-révolutionnaire des 2000 mots » — et surtout le surgissement dans les masses ouvrières d'un mouvement de lutte de classe et de démocratie ouvrière porteur de la remise en cause la plus radicale et la plus féconde de l'hégémonie stalino-soviétique, l'amalgame est désormais complet.

Il reste maintenant, pour consolider « le système de privilège et de pouvoir qui rassemble, à partir de positions diverses, technocrates et bureaucrates, libéralistes et néostaliniens » (II Manifesto. 39), à assurer définitivement le monopole idéologique et politique des fantoches de Husak.

La Tchécoslovaquie connaît aussi dans le même temps, mascarade destalinisatrice et restauration autoritaire. L'appareil brûle à la hâte les momies les plus encombrantes : Antonin Novotny est maintenant ouvertement accusé d'avoir causé « la détérioration des rapports entre le Parti et les masses laborieuses », mais c'est pour immédiatement réduire le mouvement de 1968 à une « trahison des dirigeants de droite » et réaffirmer la légitimité de l'intervention militaire « seule solution nécessaire et juste », et de la nouvelle direction « la gauche marxiste-léniniste (sic) », chargée de la mission historique « d'épurer le Parti et la société des éléments révisionnistes, opportunistes et nationalistes, de mettre fin à l'influence des forces contre-révolutionnaires et antisocialistes et de donner une nouvelle force à notre régime ».

A cette fin « les rapports entre le parti et les masses laborieuses » s'établissent depuis un an sur la base de l'épuration politique, posée en principe. Les évictions au sommet, décidées par les plenums de novembre 1968 à avril 1969 ne sont que le prélude à une normalisation en profondeur. Au terme d'une résolution de janvier 1970, le P.C.T. a décidé d'expulser de ses rangs plus d'un cinquième de ses anciens militants qui « n'avaient pas été à la hauteur des événements au moment critique ou qui n'avaient pas su adopter une attitude communiste ».

Enfermés dans la terreur

Cela ne suffisait pas, la normalisation devait franchir une dernière étape. Elle prétend aujourd'hui interdire pour l'avenir toute expression politique extérieure à l'appareil, toute critique susceptible d'éclairer aux yeux des masses la nature sociale du régime, de redonner à leur initiative une perspective stratégique consciente. Mais l'espoir révolutionnaire, la mémoire de l'immense expérience de 1968 restent trop profondément inscrits dans la conscience collective du peuple tchécoslovaque, pour que les dirigeants de Prague puissent s'en tenir à cette manœuvre d'intimidation. Volontairement ou non, ils sont aujourd'hui enfermés dans le régime de la terreur quotidienne. □

Les animateurs socio-culturels en grève

Denis Philippe

Trois jours de grève active. C'est la première fois que les animateurs tentent de se grouper pour analyser leur fonction et leurs conditions de travail, pour définir des orientations et des moyens de lutte. Plus de trois cents (dont une quarantaine délégués de province) se sont réunis à Paris les 16, 17 et 18 mars en assemblée générale de grévistes. Ils sont en fonction ou en formation, ils sont soit salariés, soit étudiants, appartenant à différentes associations ou institutions. Ils affirment leur volonté d'être reconnus comme travailleurs et de s'organiser comme tels face à leurs employeurs privés (commerce, associations), publics (Etat, collectivités locales) ou semi-publics (Caisses d'allocations familiales).

Des raisons impérieuses

On se souvient des conséquences de la politique de Comiti quant à la sécurité de l'emploi des directeurs de M.J.C. : licenciements, déplacements, fermetures de maisons. On se souvient des conditions dans lesquelles Gabriel Monnet a dû quitter la Maison de la Culture de Bourges... On sait moins quels sont les horaires de la profession (50 à 70 heures par semaine). On sait moins les situations aberrantes dans lesquelles ils travaillent (pas de statut, grilles de salaires anarchiques et indifférenciées, employeurs parfois introuvables, notamment dans le cas des associations subventionnées, insécurité permanente de l'emploi, etc.). On ne sait guère également que dans de nombreuses associations et collectivités publiques la liberté d'expression est mesurée aux animateurs (jusqu'à, parfois, leur interdire de se syndiquer sous peine de licenciement). En effet, bien qu'on leur demande de remplir des tâches de statut public (cependant non défini), on exige qu'ils se conforment à l'opinion de leur employeur ou qu'ils s'enferment dans une attitude neutre (c'est-à-dire complice). D'autre part, la formation est dispensée dans des écoles dont beaucoup ne sont pas reconnues par l'Etat. Les nouveaux diplômes créés sont attribués par addition d'unités de valeur obtenues à l'occasion de stages courts et sectorisés organisés par l'Etat et une multitude d'associations privées dont les objectifs sont fort divergents.

L'animation dans la société capitaliste : à travail aliéné, loisirs aliénés

A ces raisons relatives à la manière dont ils sont exploités, les animateurs ajoutent une analyse de la « fonction d'ani-

mation secrétée par le contexte socio-économique et politique ». Ils précisent que la classe dominante cherche à garder le pouvoir et ses privilèges par trois moyens principaux :

- En accroissant ses profits par l'exploitation des travailleurs sur le lieu de travail, mais aussi sur les lieux d'habitat et de loisirs ;

- En renforçant les appareils politique, judiciaire, policier, d'information et d'éducation ;

- En développant « une idéologie qui vise à masquer les problèmes, à empêcher les travailleurs de prendre conscience de leur exploitation et de s'organiser pour (renverser) l'ordre capitaliste ».

C'est « dans ce contexte que les travailleurs sociaux et culturels sont appelés à jouer un rôle d'assistance, de diversion, d'aliénation et aussi d'entretien et de reconstitution de la force de travail ».

Le patronat et l'Etat bourgeois créent des industries, des commerces, des associations, des institutions auxquels les classes dominées opposent des initiatives et des organisations d'éducation et de loisirs. L'assemblée de Paris considère que ce secteur d'opposition ne peut se maintenir que s'il constitue une « soupape de sécurité » pour le régime, et il ne peut se développer que lorsqu'un rapport de forces favorable le permet. Ainsi l'appareil d'Etat cherche à intégrer ou à réprimer les initiatives prises hors des normes admises ou contre elles. D'un autre côté, les groupes et les organisations émanant des classes exploitées tentent « d'utiliser les contradictions et les moyens de contestation de la société ». L'analyse cerne donc assez bien le problème, mais elle fait abstraction du rôle important joué dans ce domaine par le bloc réformiste dont la fonction d'intégration est patente (malgré des apparences de contestation et des actions d'opposition aux atteintes à la liberté formelle de réunion et d'expression).

Comment s'organiser ?

Refusant le rôle d'assistants sociaux, d'agents intégrateurs ou de technocrates du loisir qu'on veut leur faire assumer, les travailleurs du secteur socio-culturel entendent, avec l'ensemble des travailleurs, participer au combat de classes. C'est un principe plus facile à affirmer qu'à mettre en œuvre : les animateurs ont bien conscience d'être mal compris par les autres travailleurs, ils savent aussi que leur formation de base ne les prédispose pas,

« a priori », à mener une telle lutte qui implique une orientation claire, sans concession avec la société capitaliste. Les résultats de l'assemblée générale des animateurs en grève constituent à cet égard un ensemble de documents de travail bien plus que des directives.

Les comités de base, dont ils envisagent le développement, regrouperaient les animateurs, les autres travailleurs sociaux (assistants sociaux, par exemple), la population. Ils auraient un rôle « de réflexion, d'information, de liaison, d'autoformation, de confrontation, d'action ».

Les problèmes propres à la profession (convention collective, liberté dans le travail, formation, etc.), s'ils sont à discuter avec l'ensemble des travailleurs, sont avant tout du ressort de l'action de masse soutenue et appuyée par les syndicats ou par une intersyndicale. Les questions à résoudre sont importantes (elles concerneraient trente mille travailleurs en 1975), mais la diversité des employeurs, la complexité des circuits de financement, les tentatives d'étatisation et d'embranchement du gouvernement ne facilitent rien. La complicité ou l'indétermination de certaines associations d'éducation populaire augmentent encore la difficulté. De toute façon, en ce qui concerne les associations, ce sont leurs objectifs réels et leur comportement en tant qu'employeurs qui fixeront l'attitude de leurs employés (et des syndicats) à leur égard. Pour cela, l'assemblée a adopté deux points de vue intéressants : les animateurs sont appelés à s'organiser en comités antirépression (lutte contre les licenciements à la suite de cette grève par exemple) ; les comités de base ont aussi pour mission d'analyser la nature, le rôle et le comportement des associations régies par la loi de 1901.

Des conclusions positives

Les animateurs rassemblés à Paris reconnaissent eux-mêmes que le mouvement doit s'amplifier, se clarifier, se structurer. Ces trois journées de grève active sont un début, tant en ce qui concerne l'effort d'analyse (secteur mal connu et formation scientifique insuffisante mais réclamée par les animateurs), qu'en ce qui concerne la précision des orientations et des modalités d'action. Ils espèrent que les comités de base et les syndicats développeront ces différents points. Dès maintenant, on peut cependant noter cinq conclusions positives :

- Les animateurs se sont regroupés en tant que travailleurs

et non comme « représentants » des institutions qui les emploient ou des écoles qui les forment.

- Ils envisagent non seulement d'agir avec les autres travailleurs sociaux, mais également d'unifier les mouvements qui concernent l'ensemble des professions sociales, éducatives et de loisirs.

- Une telle fonction dont le rôle se situe au cœur des affrontements idéologiques ne peut être définie qu'avec l'ensemble des travailleurs.

- Un statut, quelle que soit sa forme, ne peut être octroyé par le ou les ministères concernés (Affaires culturelles, Jeunesse et Sports, etc.) : il doit être l'émanation des travailleurs sociaux et culturels eux-mêmes.

- La formation doit être élaborée et contrôlée par les travailleurs eux-mêmes ; elle doit être permanente et fournir des outils critiques d'analyse et d'action ; elle doit comporter un tronc commun pour l'ensemble des travailleurs du secteur social et culturel et rester ouverte aux animateurs en provenance du monde du travail.

D'autres questions n'ont pas été suffisamment discutées pour recevoir une réponse claire et immédiate. Il en est ainsi du statut public de la formation et de l'emploi. Les tentatives de contrôle par l'appareil d'Etat, et les positions ambiguës de la plupart des associations culturelles ne rendent pas le choix facile. Dans un premier temps, les travailleurs sociaux et culturels ne doivent-ils pas les obliger à prendre position sur les objectifs et les conditions de leur emploi ?

S'inscrivant dans les luttes contre le capitalisme, un tel mouvement mérite attention et soutien (1), ne serait-ce que parce qu'il engage les travailleurs de ce secteur à définir eux-mêmes leurs objectifs et les formes de luttes nécessaires pour les atteindre, et aussi parce qu'il élimine — en grande partie — les théories sur l'utilité « d'apporter la culture au peuple » ou sur le primat de l'éducation sur les luttes sociales et politiques. En fondant leur travail sur les réalités de la lutte de classes et sur la dialectique action-éducation, les animateurs libéreront-ils l'éducation populaire de son intégration à la société actuelle ?

(1) Le mouvement a été soutenu par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. concernés sans pour autant que ceux-ci soient engagés par les conclusions des trois jours de grève.



INEMA

luttons culturelles

Paysage après la bataille

Alain Moutot

Couper les barbelés ne suffit pas toujours pour accéder à la vraie liberté. En 1946, les prisonniers polonais d'un camp de concentration nazi sont libérés par les troupes américaines. Mais psychologiquement, ce sont des hommes détruits. Leur univers ne se situe plus dans l'enclos de l'enjeu concentrationnaire, mais pas encore sur les chemins de la vie réelle. Ils barbotent dans les prés marécageux de l'hébétément, de l'indécision et du refus de prise en charge de leur propre destin.

En fait, ces personnes dites à juste titre déplacées sont parquées dans d'anciennes casernes S.S. Le mur de brique remplace le barbelé. En somme libérés mais pas libres ! Même pas libres de leur volonté tant sont tenaces les réflexes de soumission, inoculés par la longue captivité. L'esprit autant que la chair a été marqué au fer rouge. Ces prisonniers d'eux-mêmes n'ont même pas la force morale de rentrer dans leur patrie ou de prendre contact avec l'extérieur. En attendant que leurs gardiens américains prennent une décision pour eux, ils jouent aux soldats, volent ou pillent.

Tadeuz, ex-matricule 105, passe son temps à ramasser des bouquins et fait de la poésie. Résolument, il veut échapper au spectacle de pitrerie d'une Pologne avide de bonne conscience, oublieuse de sa propre expérience historique, et qui veut renaître sous le double signe du sabre et du goupillon. Quelques instants Tadeuz essaie de jouir d'une liberté illusoire entre les bras de Nina mais cette aventure avec la réfugiée juive prend fin tragiquement. Aussi sa décision est prise : il rentre avec son unique bien, ses livres.

Le fil de cette reconquête d'une liberté intérieure est traversé du courant lyrique et l'on reconnaît bien le tempéra-

ment de l'auteur de « Cendres et diamants » (1958). Dans ce style direct et sincère qui est celui d'André Wajda, le metteur en scène polonais, à travers une libération individuelle et collective s'interroge sur le destin de son pays. Le scénario de « Paysage après la bataille » est fondé sur une série de nouvelles du poète polonais Tadeuz Boroubki. La publication du recueil de ses poésies polycopiées clandestinement sous l'occupation nazie avait entraîné son arrestation et son internement à Auschwitz. Le film de Wajda saisit donc Boroubki à la sortie du camp — et sa libération devient un symbole d'autant plus intéressant que l'on connaît le suicide du poète en 1951.

La révolte contenue d'abord, affirmée dans l'acte ensuite, contre le confort idéologique et l'esprit de soumission insufflé à l'œuvre une hallucinante impression d'étrangeté renforcée par l'interprétation sensible et nuancée de Daniel Olbrychski. Mais cette contestation témoigne aussi des doutes et de l'amertume devant les avatars très actuels du stalinisme importé en Pologne. Pour que « la forme ne retienne pas l'attention », Wajda a utilisé les procédés narratifs traditionnels sans tomber dans l'académisme. Ce parti-pris traduit sa volonté de dominer et de ne pas embrouiller une analyse psychologique et sociale déjà complexe. Non seulement ce but est atteint, mais encore une adaptation si adéquate et judicieuse à ce genre de sujet sérieux, d'une forme esthétique qui délaisse tout maniérisme porte la marque de l'honnêteté politique et de la maturité artistique.

Celui qui est avec le regretté Munk, le plus doué de la nouvelle vague polonaise confirme que le temps des futiles certitudes du « réalisme socialiste » n'est plus. A l'Est, du nouveau ! □

Les stances à Sophie

Michèle Descolonges

Une jeune femme, qui a vécu des expériences sexuelles et sentimentales variées, rencontre un « jeune cadre dynamique » qui lui parle de l'amour absolu. Ils se marient et entrent alors dans l'engrenage du jeune couple bourgeois et à la mode. Pour nous permettre de mieux comprendre leur cheminement, un autre couple les accompagne qui, dans la convention et le vide relationnel, les a précédés.

Car, pour Christiane Rochefort, auteur du roman et adaptatrice pour l'écran, le mariage est synonyme d'assoupissement sexuel et d'habitude. Le mariage est le moule idéal qui fera d'une femme un être passif, et d'un homme un possessif.

Certes, l'on pourra lui rétorquer qu'elle a choisi un milieu privilégié par ses revenus, et peut-être plus facilement ridiculisable pour cela. Cependant, l'agression n'est pas portée ici contre un milieu particulier, mais contre un rapport établi : celui qui lie un homme et une femme mariés.

Les réticences ne viendront qu'après. Sur l'instant, nous sommes — ou plutôt les hommes sont — giflés. Car les femmes se sortent relativement bien du film, et l'héroïne aussi, qui choisit de quitter son mari.

Christiane Rochefort n'agresse pas l'institution du mariage celle-ci n'est qu'une conséquence du rapport de domination qui existe entre l'homme

et la femme, quel que soit le milieu social — la femme qui ne travaille pas sert de potiche chez les bourgeois et de bon-niche chez les ouvriers.

Les réactions des hommes au film sont curieuses : dans l'ensemble, ils y sont résolument hostiles, mais les gauchistes avouent en « prendre plein leurs poches » ; ce serait à eux de dire pourquoi et quelles conclusions ils en tirent.

Les femmes ne s'en sortent pas si bien que ça, car passée la période d'euphorie féministe, il nous faut reconnaître que les hommes ne sont pas tous de pauvres imbéciles et que la solution n'est certainement pas de les laisser croupir dans la technique (pour le travail) et le radotage (pour le sexe et le sentiment).

Mais, quand les organisations politiques d'extrême gauche intègrent mal les revendications du groupe social « femmes », faut-il s'étonner que quelques-unes cèdent parfois à la revendication petite bourgeoise qu'est le féminisme ? □

Max et les Versaillais

Jean Verger

Depuis quelques semaines, Max Gallo, grâce à son livre « Tombeau pour la Commune » (1), a les honneurs de la presse bourgeoise écrite et parlée : dame ! Voilà enfin un brillant universitaire « de gauche » qui se permet d'enterrer le spectre de la Commune !

Les héritiers modernes des Versaillais sont ravis et l'avenir mondain de M. Gallo est maintenant assuré.

Pour lui, la Commune n'est et ne doit être envisagée que comme une des dernières révolutions du XIX^e siècle. Considérer la Commune de Paris comme un prélude, comme l'aube du socialisme, s'inspirer de ses leçons, reprendre ses traditions, tout cela pour Max Gallo, c'est avoir une attitude volontariste, c'est sacrifier la réalité au mythe révolutionnaire, et, au niveau de la pensée « historicienne », c'est avoir une conception de l'histoire complètement coupée des racines du présent. Conclusion : toute perspective révolutionnaire est à exclure, et ne peut, au mieux, que conduire

à la Semaine Sanglante, ou à la dégénérescence soviétique. Le seul modèle de révolution que reconnaisse Max Gallo c'est celui de la révolution bourgeoise qui n'a été possible que parce que les rapports de production étaient déjà des rapports bourgeois, et qu'il ne s'agissait pour la bourgeoisie que de réaliser une révolution politique.

En conséquence toute tentative de régler son compte à la domination capitaliste contemporaine relève de l'utopie pure et simple. (Et M. Gallo a horreur de l'utopie, en bon positiviste qu'il est.)

Tout ceci bien entendu est enrobé d'un verbiage pseudo-théorico-historico-scientifique. Sans oublier les coups de chapeau aux martyrs de la Commune. C'est donc d'un réformisme très plat, mais ce plat réchauffé pousse l'outrecuidance jusqu'à vouloir couper toutes racines, tout cordon ombilical entre le mouvement ouvrier d'aujourd'hui et celui de la fin du XIX^e siècle : curieuse conception de l'histoire et du monde !



LIVRES

On ne comprend d'ailleurs pas à quoi riment les coups de chapeau donnés aux martyrs de la Commune. Si Max Gallo, avec ses idées d'aujourd'hui, avait vécu sous la Commune de Paris, il se serait empressé de prédire la Semaine Sanglante et, logique avec lui-même, il serait allé à Versailles pour modérer l'ardeur sanglante du gnome Thiers. En 1917, il aurait été (au mieux) kerenskyste. Aujourd'hui, il donne des leçons (d'histoire), qui sont toutes à sens unique (méfiez-vous des révolutionnaires, ce sont des rêveurs qui peuvent devenir dangereux), mais est bien incapable d'offrir la moindre parcelle d'embryon d'alternative à la crise des régimes bourgeois.

Retournez à vos chères études historiques, monsieur Gallo, et tâchez de faire de bonnes monographies sur l'élevage des moutons, en Flandre, du XI^e au XIII^e siècle. Mais de grâce, ne descendez pas plus bas dans le temps, vos inepties pontifiantes risqueraient d'être encore remarquées ! □

(1) Robert Lafont éditeur.

luttons culturelles

"Tout ça n'empêche pas Nicolas que la Commune n'est pas morte"

Françoise Claire

Pendant près de deux mois, Dominique Houdart et ses cinq camarades ont travaillé leur spectacle sur la Commune de Paris. Ils l'ont répété — signe des temps ? — dans une salle paroissiale.

En 1871, les Communards ayant chassé les prêtres des églises, utilisaient ces lieux comme clubs politiques. En 1971, l'Eglise accueille les artistes, leur permettant ainsi de travailler. Cette évolution n'est pas pour nous déplaire à « T.S. » ! Mais ici, l'on aborde le grave problème du sous-équipement culturel de la France en général, et en particulier pour les jeunes compagnies théâtrales : manque de locaux adaptés, frais élevés de location des salles de répétitions existantes, subventions symboliques, données au bon vouloir de ceux qui gouvernent, ou pas de subventions du tout... Ce problème, nos lecteurs le connaissent bien et nous ne le développerons pas ici. Devant cette carence des pouvoirs publics et comme un certain nombre d'artistes ont quelque chose à dire, il faut, encore et toujours dans notre « nouvelle société », se débrouiller... « Système D » hélas, pas mort ! Dominique Houdart et sa Compagnie ont été obligés de choisir cette solution.

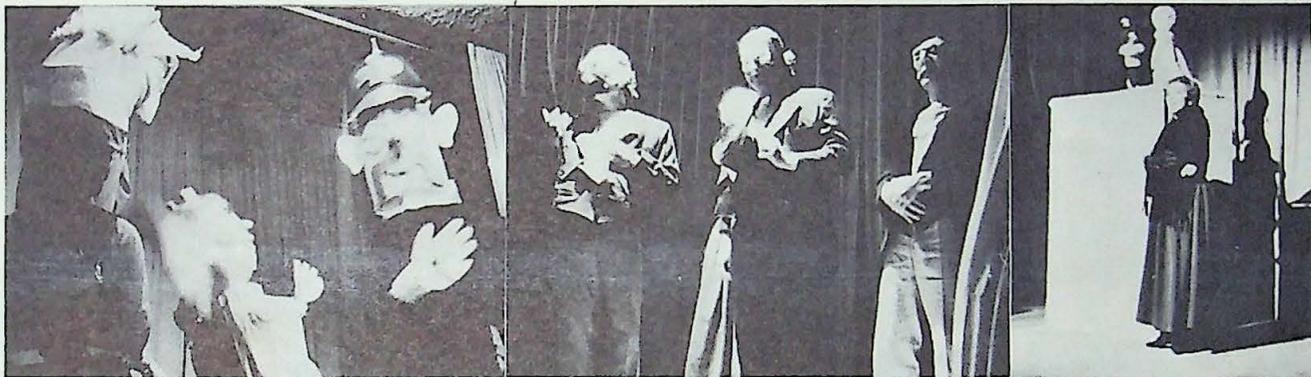
Nous voudrions aussi nous arrêter sur un autre point : le spectacle n'a pu, malheureusement, être créé en France, à Paris..., le Paris de la Commune ! C'est en Belgique qu'a eu lieu la première représentation publique. La Commune de Paris serait-elle plus appréciée et mieux connue à l'étranger ? Nous voudrions bien nous tromper ! Le calendrier des tournées en France est loin de se remplir, celles prévues dans le Tarn pendant la période électorale ont été annulées brus-

quement. On s'interroge : la Commune de Paris serait-elle subversive pendant la période électorale ?

Peut-être aussi les responsables d'associations sont-ils inquiets du prix du spectacle ? Mais il faut expliquer que les comédiens sont des professionnels et qu'ils vivent de ce métier — ce sont des travailleurs qui ont droit à un salaire. Dominique Houdart, directeur de la troupe, doit payer les charges sociales obligatoires à toute entreprise. Il faut aussi compter les frais de déplacements (pour la province surtout) et bien sûr ceux engagés pour la réalisation des costumes, les décors, le matériel d'éclairage, les recherches de documentation, etc. Nous pensons ainsi, brièvement, vous avoir exposé la situation d'une jeune compagnie, son travail, ses difficultés ; nous voudrions, avec votre collaboration, l'aider dans son travail.

« T.S. » a photographié pour vous une des dernières répétitions de la Compagnie Dominique Houdart. Ces quelques images, mieux qu'un long discours, donneront peut-être un « coup de pouce » pour la promotion du spectacle que nous espérons voir jouer dans de nombreuses M.J.C., associations culturelles. « T.S. » est à votre disposition pour vous fournir des agrandissements des photos présentées dans cette page, moyennant une modeste participation financière pour les frais de tirage. (Demandes à adresser à la rédaction de « T.S. ») □

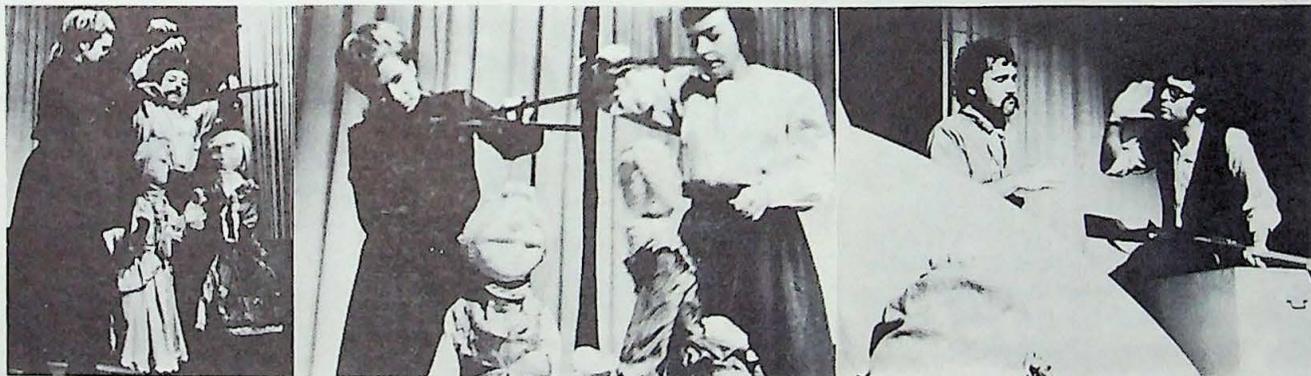
● Voir dans « T.S. » n° 481 du 21 janvier 1971, interview de Dominique Houdart par Jean Verger.



● Thiers, Bismarck et l'Assemblée nationale, comme toute la partie versaillaise, en marionnettes.

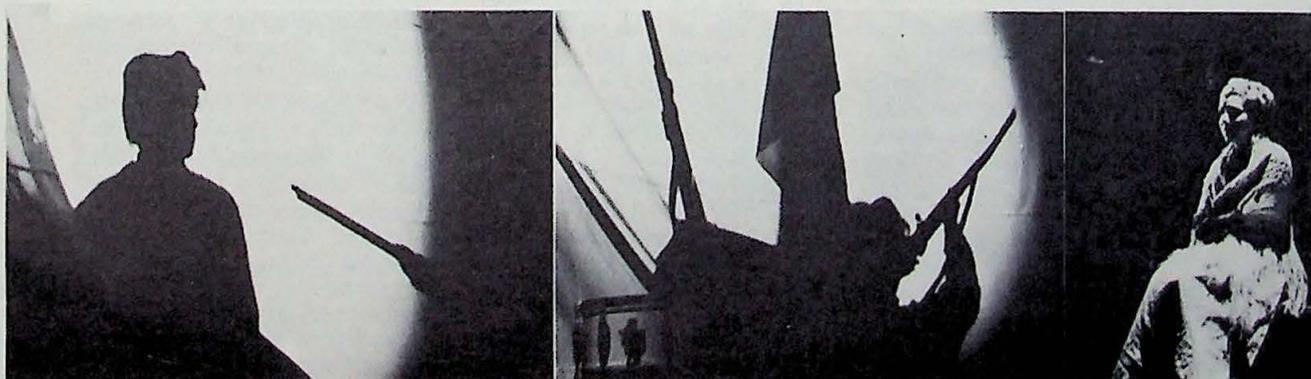
● Quelques pensées bien senties de Baudelaire, les Goncourt, Flaubert sur la « canaille ».

● La Fiancée Alsacienne, mélodrame antiprussien.



● Les petites filles modèles lisent une lettre de George Sand sur les événements.

● Construction d'une barricade.



● La Semaine Sanglante.

● Le procès de Louise Michel.